PROCÈS-VERBAL
CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 6 JUILLET 2026

L'an deux mil vingt-six, le six juillet, à dix-neuf heures et trente minutes,
Le Conseil municipal de Vern-sur-Seiche, légalement convoqué le trente juin deux mil vingt-six, conformément aux articles L. 2121-7, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code général des collectivités territoriales, s'est réuni en session ordinaire salle du Conseil municipal, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Stéphane LABBÉ, Maire.

Membres en exercice :	29
Quorum :	15
Présents :	28
Absent excusé :	1
Procuration de vote :	1
Votants :	29

Présents :
Stéphane LABBÉ – Stéphane CHABOT – Sevgi KARAMAN – Jean-Pierre DEWITTE – Amélie PETIT – Frédéric LÉGLISE – Cindie COMMEUREUC – Jean-Marc BERTRAND – Sylvie RIALLAND – André LAITU – Philippe LEMOINE – Françoise HUCHE – Loïc FÉVRIER – Marie-Paule MENARD – Jocelyne RENOU – Denis LE MELLOT – Corinne GUILLOTIN – Sébastien GIRARD – Salima BOUZAHAR – Suzanne PARQUIER – Magali TOURTELIER – Magali MONCHAUSSÉ – Romain AUBAUD – Evann BEURION – Stéphane SIMON – Nicolas PERRIN – Sonia ARENA – Valérie DAVOUST

Absent excusé :
Thierry MARTINEAU

Procuration de vote :
Thierry MARTINEAU Mandataire Stéphane SIMON

Secrétaire de séance : Jean-Pierre DEWITTE

Publication en ligne le : 24/09/2026

****

Monsieur Jean-Pierre DEWITTE est nommé **secrétaire de séance**, conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales.

****

Le Conseil municipal approuve à la majorité des votants par vote à main levée le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 5 juin 2026 :
- 28 présents
- 1 absent excusé qui ne prend pas part au vote : Thierry MARTINEAU
- 4 voix CONTRE : Stéphane SIMON – Nicolas PERRIN – Sonia ARENA – Valérie DAVOUST
- 24 voix POUR

****

Considérant la demande du groupe minoritaire « Vern Demain » d'ajouter à l'ordre du jour de la séance une discussion sur un vœu à formuler auprès du Gouvernement sur la canicule,
Monsieur le Maire valide cette demande et propose qu'elle soit étudiée en fin de séance de Conseil municipal.

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée :
- 1 absent excusé qui ne prend pas part au vote : Thierry MARTINEAU
- 28 voix POUR

- **ACCEPTE** d'ajouter à l'ordre du jour du Conseil municipal du 6 juillet 2026 une discussion sur un vœu à formuler auprès du Gouvernement sur la canicule.

****

Ordre du jour de la séance

1. Désignation des représentants – Commission d'Appel d'Offre
2. Modification des commissions municipales
3. *REPORT EN SÉANCE :* Modification désignation membres CCAS conseil d'administration
4. Modification désignation membres PAE conseil d'administration
5. Modification du tableau des effectifs
6. Don d'une œuvre d'art – « Bulles de granit »
7. Modification de la délibération du CM 07.04 n°35 – délégation d'attribution du CM au Maire
8. Désignation des membres du comité d'éthique du système de vidéoprotection
9. Modification des modalités de réservation et des tarifs des salles municipales – Mise à jour du Règlement Intérieur
10. Reprise du réseau RMT par le RIP Réseaux et Territoires Rennes Métropole
11. Aménagement du territoire – Cession maison 1B chemin Roblot
12. Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) – Accompagnement par l'Etablissement Public Foncier de Bretagne (EPFB) – Compte-rendu d'activité 2025
13. Programme Local de l'Habitat – Convention d'application des objectifs PLH – Place du marché et rue Boël
14. Délégation de signature à un membre du Conseil municipal pour prendre une décision sur une demande d'autorisation d'urbanisme – PC 035352 26 00022
15. Décision modificative n°1 Budget principal
16. Article 6232 : fête de cérémonie – détail
17. Participation communale Syndicat de la Conterie
18. Tarification périscolaire 2026/2027
19. Tarification saison culturelle 2026/2027
20. Aménagement du territoire – Allée du Commandant Charcot – Usage de pots fleuris hors sol
21. *AJOUT EN SÉANCE :* Discussion sur un vœu à formuler auprès du Gouvernement sur la canicule
22. Questions diverses

****

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal entend les rapports suivants.

N° 2026-07-082 DESIGNATION DE REPRESENTANTS – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Institutions et vie politique / Désignation de représentants

Rapporteur : Monsieur le Maire

Suite à l'élection municipale du 15 mars 2026 et à l'installation du Conseil municipal en date du 21 mars 2026, il convient de revoir la composition de la Commission d'appel d'offres (CAO) de la ville de Vern-sur-Seiche.

Depuis le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, les règles relatives à la CAO sont intégrées au Code général des collectivités territoriales (CGCT) aux articles L. 1414-1 et L. 1414-2. Elles sont régies par les mêmes règles de composition et d'élection que les commissions de délégations de services publics. L'article L. 1411-5 du CGCT prévoit que la commission est formée dans les communes de 3 500 habitant et plus « par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste. »

Membres ayant voix délibérative :
- le Président : le Maire ou son représentant ;
- 5 conseillers municipaux, élus par le conseil à la représentation proportionnelle (soit 4 sièges pour la majorité et 1 siège pour la minorité) ;
- 5 suppléants élus selon les mêmes modalités.

Membres ayant voix consultative :
Ont la faculté d'assister aux réunions de la CAO avec voix facultative (article 23 du Code des marchés publics) :

- des membres du service technique compétent d'un pouvoir adjudicateur ;
- des personnalités désignées par le président de la commission en raison de leurs compétences dans le domaine objet du marché ;
- le comptable public et un représentant de la répression des fraudes, relevant de la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) ou de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP).

Sont proposés les candidats suivants :

Titulaires :	**Suppléants :**
- Stéphane CHABOT	- Sylvie RIALLAND
- Sevgi KARAMAN	- Jocelyne RENOU
- Jean-Pierre DEWITTE	- Frédéric LEGLISE
- Jean-Marc BERTRAND	- Cindie COMMEUREUC
- Stéphane SIMON	- Nicolas PERRIN

Par ailleurs, il est proposé au Conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales, de **ne pas procéder au scrutin secret** pour les désignations mises aux voix, par vote à l'unanimité.

Ceci exposé,
Vu les articles L. 1414-1, L. 1414-2, L. 1411-5 et L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
Considérant l'avis favorable de la commission Ressources Générales, Finances et Ressources Humaines en date du 25 juin 2026 ;

1) **Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (29 voix pour) :**

   - **DECIDE** de ne pas procéder au scrutin secret pour la désignation des nouveaux membres de la Commission d'appel d'offres de la ville de Vern-sur-Seiche.

2) **Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (29 voix pour) :**

   - **DÉSIGNE** membres de la Commission d'appel d'offres de la ville de Vern-sur-Seiche :

Titulaires :	**Suppléants :**
- Stéphane CHABOT	- Sylvie RIALLAND
- Sevgi KARAMAN	- Jocelyne RENOU
- Jean-Pierre DEWITTE	- Frédéric LEGLISE
- Jean-Marc BERTRAND	- Cindie COMMEUREUC
- Stéphane SIMON	- Nicolas PERRIN

N° 2026-07-083 FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLEES – COMMISSIONS MUNICIPALES – MODIFICATION

Institutions et vie politique / Désignation de représentants

Rapporteur : Monsieur le Maire

Conformément à l'article L. 2121-22 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) :

Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché.

Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Par délibération n° 2026-04-031 du 7 avril 2026, le Conseil municipal a créé **8 commissions municipales** qui comptent chacune, en plus de Monsieur le Maire qui est président de droit de chacune d'entre elles, **9 membres**, désignés conformément au principe de la représentation proportionnelle selon la répartition suivante :

Calcul du quotient électoral : 29 conseillers municipaux/9 places en commission = 3,22

- Majorité « Vern avec vous » 24 membres/3,22 = 7,45 =7 places
- Minorité « Vern demain » 4 membres/3,22 = 1,24 =1 place
- Minorité « Bien vivre à Vern » = 1 place

L'**intitulé** des commissions municipales est le suivant :

1. Administration générale, Devoir de mémoire, Protection de la population, Police de proximité
2. Aménagement, Urbanisme, Travaux, Voirie
3. Ressources générales, Finances, Ressources humaines
4. Vie scolaire, Restauration, Enfance, Jeunesse
5. Vie culturelle
6. Environnement, Espaces publics, Mobilités, Transition énergétique
7. Vie de la cité, Sports, Associations, Commerce
8. Solidarités, Cohésion, Protection sociale, Santé, Emploi

Suite à la démission de Madame Valérie GUIGOT de son mandat de conseillère municipale, à compter du 2 juin 2026, et à l'entrée au Conseil municipal de Monsieur Thierry MARTINEAU, il est demandé de modifier les **membres des commissions municipales** en prenant en compte les éléments suivants :

- Commission Administration générale, Devoir de mémoire, Protection de la population, Police de proximité :
  Remplacement de Madame Valérie GUIGOT par Monsieur Thierry MARTINEAU
- Commission Aménagement, Urbanisme, Travaux, Voirie :
  Remplacement de Madame Valérie GUIGOT par Monsieur Thierry MARTINEAU
- Commission Ressources générales, Finances, Ressources humaines :
  Remplacement de Madame Valérie GUIGOT par Monsieur Thierry MARTINEAU
- Commission Vie scolaire, Restauration, Enfance, Jeunesse :
  Remplacement de Madame Valérie GUIGOT par Monsieur Thierry MARTINEAU
- Commission Vie culturelle :
  Remplacement de Madame Valérie GUIGOT par Monsieur Thierry MARTINEAU
- Commission Environnement, Espaces publics, Mobilités, Transition énergétique :
  Remplacement de Madame Valérie GUIGOT par Monsieur Thierry MARTINEAU
- Commission Vie de la cité, Sports, Associations, Commerce :
  Remplacement de Madame Valérie GUIGOT par Monsieur Thierry MARTINEAU
- Commission Solidarités, Cohésion, Protection sociale, Santé, Emploi :
  Remplacement de Madame Valérie GUIGOT par Monsieur Thierry MARTINEAU

Il est également proposé au Conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales, de **ne pas procéder au scrutin secret** pour les désignations proposées, par vote à l'unanimité.

Ceci exposé ;
Vu les articles L. 2121-21 et L. 2121-22 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n° 2026-04-031 du Conseil municipal du 7 avril 2026 portant création et composition des commissions municipales ;

1) **Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (29 voix pour) :**

   - **DECIDE** de ne pas procéder au scrutin secret pour la désignation des nouveaux membres des commissions municipales.

2) **Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (29 voix pour) :**

   - **DECIDE** de la modification des commissions municipales comme ci-après proposée :

     Président de droit de chacune des 8 commissions : Stéphane LABBÉ, Maire.

1. Administration générale, Devoir de mémoire, Protection de la population, Police de proximité

-Stéphane CHABOT -Cindie COMMEUREUC -Denis LE MELLOT -Magali MONCHAUSSE -Evann BEURION	-Marie-Paule MENARD -André LAITU -Sonia ARENA -Thierry MARTINEAU

2. Aménagement, Urbanisme, Travaux, Voirie

-Sevgi KARAMAN -Stéphane CHABOT -Cindie COMMEUREUC -Jean-Marc BERTRAND -André LAITU	-Loïc FEVRIER -Sébastien GIRARD -Stéphane SIMON -Thierry MARTINEAU

3. Ressources générales, Finances, Ressources humaines

-Jean-Pierre DEWITTE -Sevgi KARAMAN -Loïc FEVRIER -Corinne GUILLOTIN -Salima BOUZAHAR	-Romain AUBAUD -Frédéric LEGLISE -Nicolas PERRIN -Thierry MARTINEAU

4. Vie scolaire, Restauration, Enfance, Jeunesse

-Amélie PETIT -Marie-Paule MENARD -Romain AUBAUD -Evann BEURION -Jean-Marc BERTRAND	-Jocelyne RENOU -Philippe LEMOINE -Valérie DAVOUST -Thierry MARTINEAU

5. Vie culturelle

-Frédéric LEGLISE -Jocelyne RENOU -Françoise HUCHE -Salima BOUZAHAR -Magali TOURTELIER	-Sylvie RIALLAND -Suzanne PARQUIER -Sonia ARENA -Thierry MARTINEAU

6. Environnement, Espaces publics, Mobilités, Transition énergétique

-Cindie COMMEUREUC -Sébastien GIRARD -Sevgi KARAMAN -Amélie PETIT -Salima BOUZAHAR	-Françoise HUCHE -Evann BEURION -Nicolas PERRIN -Thierry MARTINEAU

7. Vie de la cité, Sports, Associations, Commerce

-Jean-Marc BERTRAND -Denis LE MELLOT -Sébastien GIRARD -Romain AUBAUD -Marie-Paule MENARD	-Françoise HUCHE -Suzanne PARQUIER -Valérie DAVOUST -Thierry MARTINEAU

8. Solidarités, Cohésion, Protection sociale, Santé, Emploi

-Sylvie RIALLAND -Jocelyne RENOU -Suzanne PARQUIER -Magali TOURTELIER -Magali MONCHAUSSE	-Philippe LEMOINE -Corinne GUILLOTIN -Stéphane SIMON -Thierry MARTINEAU

REPORT **MODIFICATION DESIGNATION MEMBRES CCAS CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Institutions et vie politique / Désignation de représentants

Suite à une erreur technique lors de l'envoi de la convocation au Conseil municipal, la note de synthèse relative à la modification de la désignation des membres du CCAS n'a pas pu être transmise aux conseillers municipaux. De ce fait, le projet de délibération est reporté à une séance ultérieure.

N° 2026-07-084 **DESIGNATION DE REPRESENTANTS – POINT ACCUEIL EMPLOI – CONSEIL D'ADMINISTRATION – ABROGE ET REMPLACE LA DELIBERATION N° 2026-04-047 DU 7 AVRIL 2026**

Institutions et vie politique / Désignation de représentants

En-tête spécifique à la présente délibération :

L'an deux mil vingt-six, le six juillet, à dix-neuf heures et trente minutes,
Le Conseil municipal de Vern-sur-Seiche, légalement convoqué le trente juin deux mil vingt-six, conformément aux articles L. 2121-7, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code général des collectivités territoriales, s'est réuni en session ordinaire salle du Conseil municipal, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Stéphane LABBÉ, Maire.

Membres en exercice :	29	**Présents :**
Quorum :	15	Stéphane LABBÉ – Stéphane CHABOT – Sevgi KARAMAN – Jean-Pierre DEWITTE – Amélie PETIT – Frédéric LÉGLISE – Cindie COMMEUREUC – Jean-Marc BERTRAND – Sylvie RIALLAND – André LAITU – Philippe LEMOINE – Françoise HUCHE – Loïc FÉVRIER – Marie-Paule MENARD – Jocelyne RENOU – Denis LE MELLOT – Corinne GUILLOTIN – Sébastien GIRARD – Salima BOUZAHAR – Suzanne PARQUIER – Magali TOURTELIER – Magali MONCHAUSSÉ – Romain AUBAUD – Evann BEURION – Stéphane SIMON – Nicolas PERRIN – Sonia ARENA – Valérie DAVOUST
Présents :	28	
Absent excusé :	1	**Absent excusé :** Thierry MARTINEAU
Procuration de vote :	1	**Procuration de vote :** Thierry MARTINEAU Mandataire Stéphane SIMON
Votants :	24	**Ne prennent pas part au vote :** Jocelyne RENOU – André LAITU – Nicolas PERRIN – Thierry MARTINEAU (pouvoir) – Sylvie RIALLAND
		Secrétaire de séance : Jean-Pierre DEWITTE

Au vu des statuts de l'association intercommunale Point Accueil Emploi (PAE), 5 élus représentent la ville de Vern-sur-Seiche au sein de cette structure, dont le Maire. Un membre suppléant peut également être désigné.

Suite aux élections municipales du 15 mars 2026 et au Conseil municipal d'installation du 21 mars 2026, il était nécessaire de procéder à de nouvelles désignations.

Par délibération n° 2026-04-047 du 7 avril 2026, le Conseil municipal a désigné membres du Conseil municipal au Conseil d'administration du Point Accueil Emploi, en plus du Maire :

Titulaires :
- 1 membre de la majorité « Vern avec vous » : **Jocelyne RENOU**
- 1 membre de la majorité « Vern avec vous » : **André LAITU**
- 1 membre de la minorité « Vern demain » : **Nicolas PERRIN**
- 1 membre de la minorité « Bien vivre à Vern » : **Valérie GUIGOT**

Suppléant :
- 1 membre de la majorité « Vern avec vous » : **Sylvie RIALLAND**

Suite à la démission de Madame Valérie GUIGOT de son mandat de conseillère municipale, à compter du 2 juin 2026, et à l'entrée au Conseil municipal de Monsieur Thierry MARTINEAU, il est proposé de désigner, en plus du Maire, **les 5 membres suivants** au sein du Conseil d'administration du PAE :

Titulaires :
- 1 membre de la majorité « Vern avec vous » : **Jocelyne RENOU**
- 1 membre de la majorité « Vern avec vous » : **André LAITU**
- 1 membre de la minorité « Vern demain » : **Nicolas PERRIN**
- 1 membre de la minorité « Bien vivre à Vern » : **Thierry MARTINEAU**

Suppléant :
- 1 membre de la majorité « Vern avec vous » : **Sylvie RIALLAND**

Il est rappelé également aux membres du Conseil municipal qu'en vertu de l'article L. 2131-11 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) : « Sont illégales les délibérations auxquelles a pris part un membre du conseil intéressé à l'affaire qui en fait l'objet, soit en son nom personnel, soit comme mandataire. Un membre du conseil ne peut être considéré comme ayant pris part à la délibération du seul

fait de sa présence à la réunion de l'organe délibérant. ». La participation des conseillers municipaux au vote de délibérations concernant les associations dans lesquelles ils auraient un lien direct ou indirect n'est donc pas autorisée par le CGCT.

Chaque conseiller municipal est donc invité à ne pas prendre part au vote concernant les associations avec lesquelles il aurait un lien direct ou indirect.

Par ailleurs, il est proposé au Conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales, de procéder au **scrutin à main levée** pour les désignations mises aux voix, par vote à l'unanimité.

Ceci exposé ;
Vu les articles L. 2121-21, L. 2121-33 et L. 2131-11 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts du Point Accueil Emploi ;
Vu la délibération n° 2026-04-047 du Conseil municipal du 7 avril 2026 ;

Madame Jocelyne RENOU, Messieurs André LAITU, Nicolas PERRIN, Madame Sylvie RIALLAND et Monsieur Thierry MARTINEAU (pouvoir), dont le nom est proposé à la désignation, ne prennent pas part au vote.

1) **Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (24 voix pour) :**

   - **DÉCIDE** de procéder au scrutin à main levée pour la désignation à suivre des membres du Conseil municipal au Conseil d'administration du Point Accueil Emploi

2) **Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (24 voix pour) :**

   - **ABROGE ET REMPLACE** la délibération n° 2026-04-047 du Conseil municipal du 7 avril 2026 portant désignation des membres de l'assemblée délibérante au Conseil d'administration du Point Accueil Emploi ;

   - **DÉSIGNE**, en plus du Maire, membres du Conseil municipal au Conseil d'administration du Point Accueil Emploi :

     Titulaires :
     - 1 membre de la majorité « Vern avec vous » : **Jocelyne RENOU**
     - 1 membre de la majorité « Vern avec vous » : **André LAITU**
     - 1 membre de la minorité « Vern demain » : **Nicolas PERRIN**
     - 1 membre de la minorité « Bien vivre à Vern » : **Thierry MARTINEAU**

     Suppléant :
     - 1 membre de la majorité « Vern avec vous » : **Sylvie RIALLAND**

N° 2026-07-085 PERSONNEL COMMUNAL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS ET DES EMPLOIS

Fonction publique / Personnel titulaire et stagiaire de la fonction publique territoriale

Rapporteur : Monsieur le Maire

La règlementation prévoit que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant. Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services. De même, la modification du tableau des effectifs et des emplois afin de permettre les avancements de grade relève de la compétence de l'assemblée délibérante.

Par ailleurs, les suppressions d'emplois ainsi que les modifications de postes excédant 10 % du nombre d'heures de service hebdomadaire et/ou ayant pour effet de faire perdre le bénéfice de l'affiliation à la CNRACL sont soumises à l'avis préalable du comité social territorial.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la mise à jour du tableau des effectifs et des emplois proposée, liée aux évolutions de services et mobilités.

1. Evolution de l'organisation des services

L'évolution des projets et des besoins de la collectivité, ainsi que les mobilités des agents, sont l'occasion de réfléchir à l'organisation et l'adaptation des services, des effectifs et des compétences.

C'est dans ce cadre que des évolutions sont proposées sur des postes du tableau des effectifs et des emplois concernant :

- Le service vie des séniors du pôle Populations et solidarités ;
- Le service accueil des gens du voyage du pôle Populations et solidarités ;
- Le service éducation enfance jeunesse du pôle Éducation et vie de la cité ;
- Le service propreté et protocole du pôle Éducation et vie de la cité ;
- Le service patrimoine et entretien de l'espace public du pôle technique et aménagement.

1.1. Le service vie des séniors du pôle Populations et solidarités

Afin d'être plus attractif pour les candidats, le poste était initialement ouvert dans deux catégories C et B. L'agent retenu ayant été titularisé dans la catégorie C, il est proposé de supprimer ce poste qui apparait comme vacant dans le tableau des effectifs.

- Suppression du poste animateur Vie des séniors, avec le grade d'animateur (catégorie B), poste à temps complet (35/35e).

1.2. Le service accueil des gens du voyage du pôle Populations et solidarités

À la suite de la reprise de la mission de régie des terrains d'accueil des gens du voyage par Rennes Métropole et l'agent occupant le poste ayant fait le choix de démissionner, il est proposé de supprimer ce poste qui ne peut être occupé.

- Suppression du poste d'accueil TAGV, avec le grade d'adjoint d'animation (catégorie C), poste à temps non complet (9/35e).

1.3. Le service éducation enfance jeunesse du pôle Éducation et vie de la cité

Un poste permanent à temps non complet (30.4/35e) pour les fonctions d'assistante administrative des pôles EVC et POP SOL est déjà existant.

A la suite d'une longue maladie suivie du décès de l'agent sur le poste permanent, un recrutement a été effectué pour pallier l'absence. L'agent remplaçant a été recruté par la voie contractuelle et sur un poste non permanent à temps complet (35/35e).

Après une phase d'expérimentation, et afin de mettre en cohérence le tableau des effectifs et des emplois avec la réalité de la situation, il est proposé de mettre l'agent sur le poste permanent vacant d'assistante administrative des pôles EVC et POP SOL.

Il est proposé de modifier la quotité horaire du poste permanent pour le mettre à temps complet (30.4/35e). La modification de la quotité horaire étant de plus de 10%, l'avis du CST est obligatoire.

- Modification de la quotité horaire du poste d'assistante administrative des pôles EVC et POP SOL, avec le grade d'adjoint administratif principal de 2e classe (catégorie C), passage de poste à temps non complet (30.4/35e) à temps complet (35/35e).

Afin de permettre le positionnement de l'agent sur un poste permanent, une procédure règlementaire de déclaration et de publication d'offre est obligatoire. Un jury de recrutement sera donc organisé et le grade sera déterminé après recrutement.

1.4. Le service propreté et protocole du pôle Éducation et vie de la cité

A la suite de départ d'agents, et dans le cadre d'un groupe de travail étudiant l'ensemble des services du pôle EVC, il est proposé de réorganiser certains postes afin de gagner en efficacité, et en attractivité pour les agents, en limitant la multiplicité des emplois ou le recours aux heures complémentaires.

Ainsi, certaines missions et tâches ont été réparties sur des postes existants afin qu'elles ne soient plus un surcout.

Il est donc proposé de modifier la quotité horaire (inférieure à 10%) d'un agent de restauration et d'entretien afin qu'il soit à temps complet et éviter de le rémunérer sur une partie en heures complémentaires. Les missions feront partie intégrante de sa fiche de poste. La modification étant inférieure à 10%, il n'y a pas de modification substantielle du temps de travail de l'agent et cela n'engendre pas de déclaration de vacance et donc de recrutement. Cela sera formalisé par délibération et notifié dans un arrêté.

- Modification de la quotité horaire du poste d'agent de restauration et de propreté, avec le grade d'adjoint technique (catégorie C), passage de poste à temps non complet (33.9/35^{e}) à poste à temps complet (35/35^{e}).

Dans le même ordre d'idées, il est proposé de modifier la quotité horaire d'un autre agent de restauration et de propreté afin que les missions soient intégrées à sa fiche de poste. La modification étant supérieure à 10%, l'avis du CST est obligatoire. Ce poste est actuellement vacant et la déclaration de vacance avec publicité est en cours.

- Modification de la quotité horaire du poste d'agent de restauration et de propreté, avec le grade d'adjoint technique (catégorie C), passage de poste à temps non complet (20.9/35^{e}) à poste à temps non complet (23/35^{e}).

Enfin, il est proposé de réduire la quotité horaire d'un poste d'animateur pour lequel des missions d'entretien avaient été ajoutées à la demande de l'agent. L'agent ayant quitté la collectivité, il est proposé de réduire les missions d'entretien qui ont été réparties entre d'autres agents. La quotité horaire étant supérieure à 10%, l'avis du CST est obligatoire. Ce poste est actuellement vacant et la déclaration de vacance avec publicité est en cours.

- Modification de la quotité horaire du poste d'animateur, avec le grade d'adjoint d'animation principal de 2^{e} classe (catégorie C), passage de poste à temps non complet (28.08/35^{e}) à poste à temps complet (24.47/35^{e}).

1.5. Le service patrimoine et entretien de l'espace public du pôle technique et aménagement

Après avoir postulé en interne sur un autre poste, le référent manifestations a quitté ses fonctions au 01.06.2026. En conformité avec la règlementation en vigueur un autre agent a fait acte de candidature sur le poste vacant de référent manifestations. Sa candidature a été retenue car elle répond aux attentes du poste et sa demande s'inscrit dans la politique de reconnaissance professionnelle et de valorisation des parcours et ses compétences des agents de la collectivité.

Afin de mettre en cohérence le tableau des effectifs et des emplois, il est nécessaire de modifier le grade pour le faire correspondre au grade de l'agent prenant les fonctions.

- Modification du poste de référent manifestations, poste à temps complet (35/35^{e}), passage du grade d'adjoint technique principal de 2^{e} classe (catégorie C) au grade d'adjoint technique principal de 1re classe (catégorie C).

1.6. Le pôle technique et aménagement

Après recrutement du futur directeur des services techniques et aménagement, il est nécessaire de mettre en cohérence le grade du poste avec celui de l'agent :

- Modification du grade avec passage du grade d'ingénieur (catégorie A) au grade d'ingénieur principal (catégorie A), poste à temps complet (35/35e).

2. Evolution des postes en fonction de la carrière et des mobilités

2.1. Le service Ressources Humaines

Dans le cadre de la politique de reconnaissance professionnelle et après dépôt du dossier de promotion interne, un agent du service a été retenu sur la liste d'aptitude des rédacteurs territoriaux pour l'année 2026. Il est ainsi proposé la création d'un poste de chargé de recrutement, carrières et paies avec le grade de rédacteur afin de positionner l'agent sur le nouveau grade obtenu par la voie de la promotion interne. Le poste actuel décrit en catégorie C sera supprimé à l'issue du stage de titularisation de l'agent (durée de 6 mois).

- Création d'un poste de chargé de recrutement, carrières et paies, avec le grade de rédacteur territoriale (catégorie B), poste à temps complet (35/35e) ;

- Suppression du poste de chargé de recrutement, carrières et paies, avec le grade d'adjoint administratif principal de 1re classe (catégorie C), poste à temps complet (35/35e) dès fin du stage et titularisation de l'agent.

A la suite de la promotion interne 2025 et après titularisation de l'agent sur un poste de rédacteur territorial, il est nécessaire de supprimer le poste d'origine de l'agent décrit en catégorie C.

- Suppression du poste de chargé de recrutement, carrières et paies, avec le grade d'adjoint administratif principal de 1re classe (catégorie C), poste à temps complet (35/35e).

2.2. Le service culture du pôle Éducation et vie de la cité

A la suite de la promotion interne 2025 et après titularisation de l'agent sur un poste de rédacteur territorial, il est nécessaire de supprimer le poste d'origine de l'agent décrit en catégorie C.

- Suppression du poste de chargé du secteur ados et adultes, avec le grade d'adjoint du patrimoine principal de 1re classe (catégorie C), poste à temps complet (35/35e).

2.3. Le service patrimoine et entretien de l'espace public du pôle technique et aménagement

A la suite de la promotion interne 2025 et après titularisation de l'agent sur un poste de rédacteur territorial, il est nécessaire de supprimer le poste d'origine de l'agent décrit en catégorie C.

- Suppression du poste de chef d'équipe espaces verts, avec le grade d'adjoint technique principal de 1re classe (catégorie C), poste à temps complet (35/35e).

Ceci exposé ;
Vu le Code de la fonction publique ;
Vu le tableau des effectifs et des emplois ci-après annexé ;
Considérant l'avis favorable du Comité Social Territorial du 25 juin 2026 ;
Considérant l'avis favorable de la commission Ressources Générales, Finances et Ressources Humaines du 25 juin 2026 ;

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (29 voix pour) :

- **DÉCIDE** de la modification du tableau des effectifs et des emplois telle que proposée ci-après ;

- **PRÉCISE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

ANNEXE - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS ET DES EMPLOIS

			ETAT ACTUEL DES EFFECTIFS PERMANENTS			SITUATION CIBLE (extraits)	
Service	Emploi	N° poste	Grade actuel	Quotité du poste 35e	PROPOSITION AU CONSEIL MUNICIPAL	Nouveau grade	Nouvelle quotité du poste 35e
POP SOL	Animateur Vie des séniors	POP SOL - 05	Animateur (B)	35/35	SUPPRESSION POUR CONSERVER CATEGORIE INFERIEURE	-	-
POP SOL	Accueil TAGV	POP SOL	Adjoint d'animation (C)	9/35	SUPPRESSION SUITE A RECUPERATION PAR RM	-	-
EVC/POP SOL	Assistante administrative des pôles EVC et POP SOL	POP SOL - 11	Adjoint administratif principal 2e classe (C)	30,4/35	MODIFICATION DE QUOTITE HORAIRE > 10% POUR RECRUTEMENT	Adjoint administratif principal 2e classe (C)	35/35
EVC	Agent de restauration et de propreté	EVC -19	Adjoint technique (C)	33,9/35	MODIFICATION DE QUOTITE HORAIRE <10%	Adjoint technique (C)	35/35
EVC	Agent de restauration et de propreté	EVC - 26	Adjoint technique (C)	20,9/35	MODIFICATION DE QUOTITE HORAIRE >10%	Adjoint technique (C)	23/35
EVC	animateur	EVC - 50	adjoint d'animation principal de 2e classe (C)	28,08/35	MODIFICATION DE QUOTITE HORAIRE >10% ET CHANGEMENT D AFFILIATION (IRCANTEC)	adjoint d'animation principal de 2e classe (C)	24,47/35
STA	Référent manifestations	STA - 19	Adjoint technique principal de 2e classe (C)	35/35	MODIFICATION DU GRADE SUITE A MOBILITE INTERNE	adjoint technique principal de 1re classe (C)	
RH	Chargée du recrutement, carrière et paie	RH-03			CREATION DE GRADE SUITE PROMOTION INTERNE	Rédacteur (B)	35/35
RH	Chargée du recrutement, carrière et paie	RH-05	adjoint administratif principal de 1re classe (C)	35/35	SUPPRESSION SUITE A PROMOTION INTERNE ET EVOLUTION DE L AGENT	-	-
EVC	Chargée Secteur ado et adultes	EVC -62	adjoint du patrimoine principal de 1re classe (C)	35/35	SUPPRESSION SUITE A PROMOTION INTERNE ET EVOLUTION DE L AGENT	-	-
STA	Chef d'équipe espaces verts	STA - 14	adjoint technique principal de 1re classe (C)	35/35	SUPPRESSION SUITE A PROMOTION INTERNE ET EVOLUTION DE L AGENT	-	-
STA	Directeur des services techniques	STA - 01	Ingénieur (A)	35/35	MODIFICATION DE GRADE SUITE A RECRUTEMENT	Ingénieur principal (A)	35/35

Finances locales / Divers

Rapporteur : Monsieur le Maire

Un donateur privé, souhaitant conserver l'anonymat, a manifesté sa volonté de faire don à la collectivité d'une œuvre sculptée en granit intitulée « Bulles d'air », acquise par le donateur pour 5 000 €.

L'œuvre « Bulles d'air », constituée d'une pièce unique, a vocation à être implantée sur le site du cimetière communal, sur un espace engazonné (voir plan ci-après annexé). Son installation est envisagée durant l'été 2026.

Cette donation est consentie à titre gracieux par le donateur. Toutefois, son acceptation implique plusieurs dépenses accessoires liées à son intégration au patrimoine communal, à son installation ainsi qu'à sa conservation à charge exclusive de la commune.

Ces dépenses concernent notamment :

- Les frais d'acte nécessaires à l'enregistrement de la donation ;
- Les frais de grutage et de transport de l'œuvre jusqu'à son emplacement définitif ;
- Les travaux de préparation du sol et d'aménagement nécessaires à sa mise en place (gravillonnage) ;
- Les frais d'assurance destinés à garantir la protection de l'œuvre le cas échéant.

Afin de garantir la préservation de l'œuvre et le respect du droit moral de son auteur, et de ses droits patrimoniaux et d'exploitation, une convention pourra être conclue entre la Commune et l'artiste détaillant les modalités et obligations des parties.

Ceci exposé :
Vu l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu les articles L. 2242-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article L. 1121-4 du Code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu les articles 900-2 à 900-8 du Code civil ;
Considérant l'avis favorable de la commission Aménagement, Urbanisme, Travaux, Voirie du 23 juin 2026 ;

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (29 voix pour) :

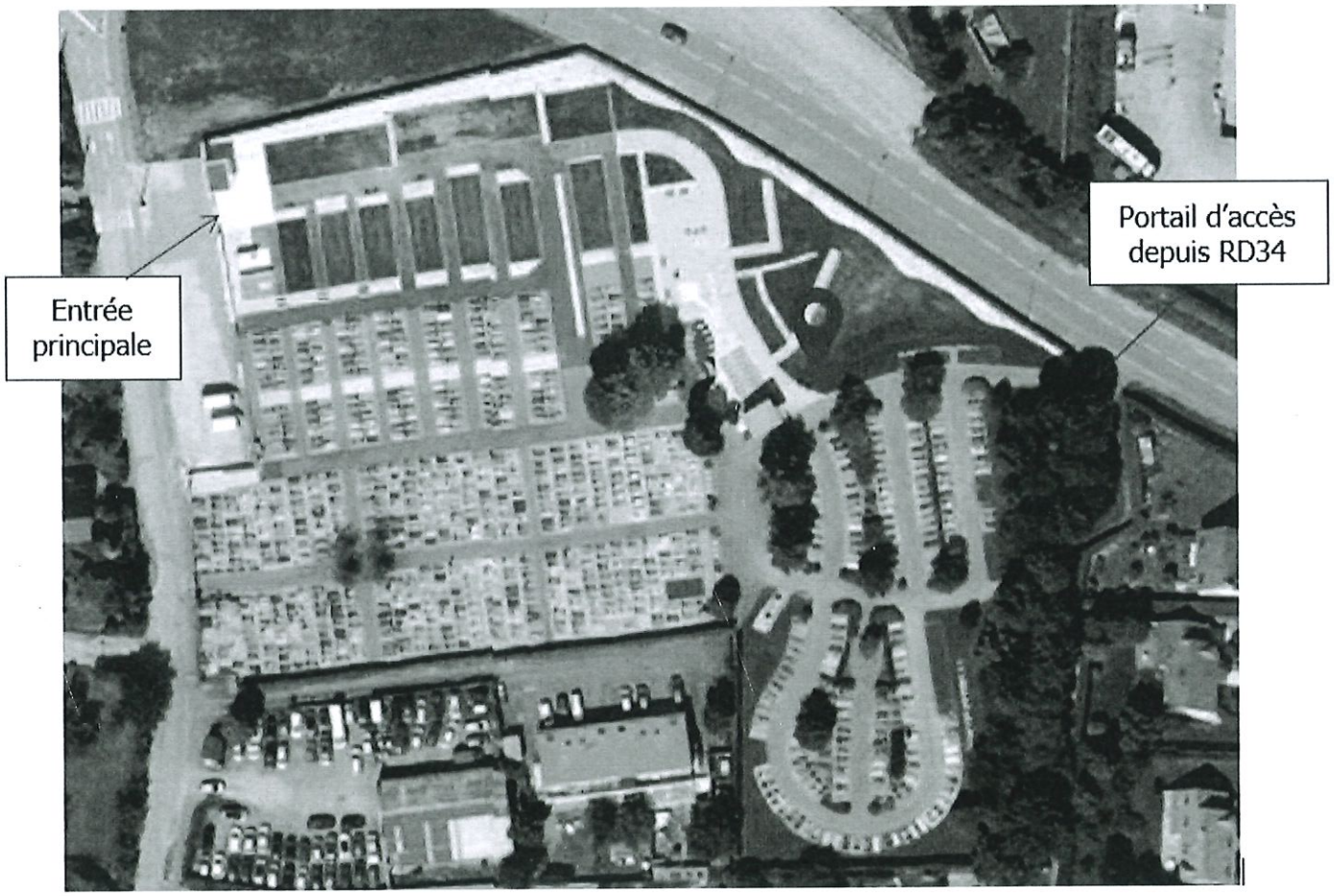
- **ACCEPTE** la donation consentie à titre gratuit par un donateur privé demeurant anonyme portant sur l'œuvre sculptée en granit intitulée « Bulles d'air » ;

- **CONFIRME** la prise en charge par la commune des dépenses induites par cette donation y compris les frais d'acte notarié ;

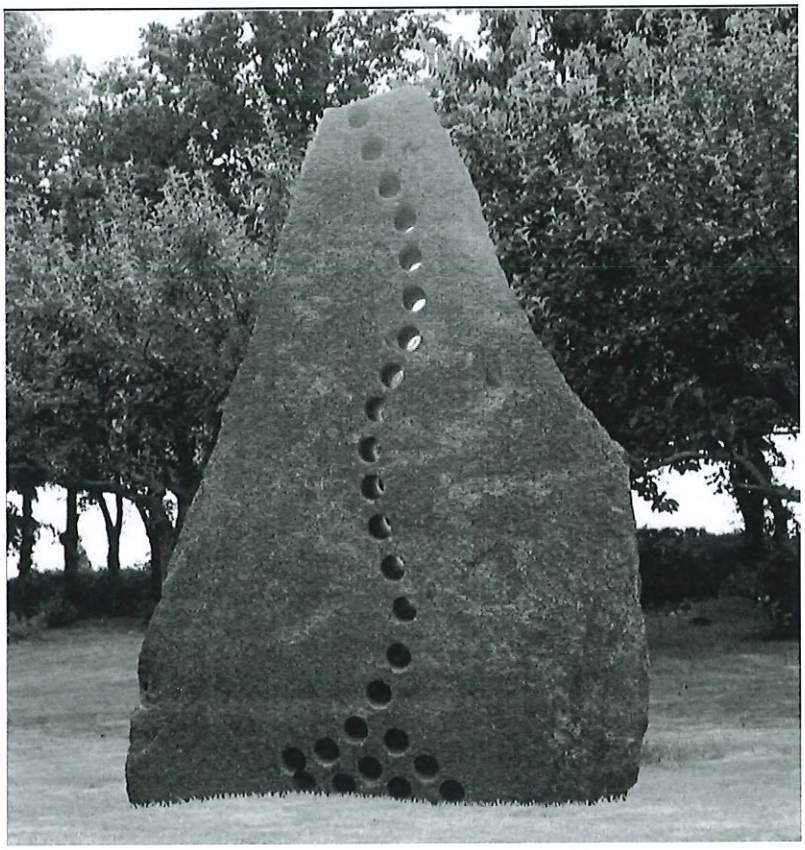
- **VALIDE** l'emplacement proposé par le donateur ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention relative au don ainsi que tout acte, et autres documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ANNEXE DON D'ŒUVRE D'ART



PHOTOGRAPHIE DE L'ŒUVRE



N° 2026-07-087 **FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLEES – DELEGATIONS D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – ABROGE ET REMPLACE LA DELIBERATION N° 2026-04-035 DU 7 AVRIL 2026**

Institutions et vie politique / Fonctionnement des assemblées

Rapporteur : Stéphane CHABOT

Conformément à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Conseil municipal peut déléguer un certain nombre d'attributions à Monsieur le Maire pour faciliter la bonne marche de l'administration communale et ce, pour la durée de son mandat.

Conformément à l'article L. 2122-23 du CGCT, les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de l'article L. 2122-22 sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des Conseils municipaux portant sur les mêmes objets.

Les décisions prises dans le cadre de ces délégations sont signées personnellement par Monsieur le Maire, à charge pour lui d'en rendre compte à chacune des réunions du Conseil municipal. Monsieur le Maire peut toutefois subdéléguer la signature de ces décisions à un adjoint, voire à un conseiller municipal, dans les conditions prévues à l'article L. 2122-18 du CGCT.

Les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation sont prises, en cas d'empêchement de Monsieur le Maire, par son suppléant.

Le Conseil municipal peut toujours mettre fin à la délégation.

Par délibération n° 2026-04-035 du 7 avril 2026, le Conseil municipal a délégué une partie de ses attributions à Monsieur le Maire. Il est nécessaire de préciser certaines modalités.

Il est proposé au Conseil municipal de déléguer les attributions suivantes à Monsieur le Maire et de le charger pour la durée de son mandat :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° De fixer, dans les limites fixées par le Conseil municipal, à savoir dans la limite de 5 000 € par droit unitaire et par an, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3° De procéder, dans les limites fixées par le Conseil municipal, à savoir 2 millions d'euros par emprunt, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires. Le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- La faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable ;
- La faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt ;
- La possibilité de recourir à des opérations particulières, comme des emprunts obligataires ou des emprunts en devises ;
- Des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement anticipé et/ou de consolidation ;
- La possibilité d'allonger ou de réduire la durée du prêt ;
- La possibilité de procéder à un différé d'amortissement ;
- La faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Par ailleurs, le Maire pourra conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues aux articles L. 211-2 à L. 211-2-3 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, dans les conditions que fixe le Conseil municipal, à savoir : à l'exception de la délégation au concessionnaire d'une opération d'aménagement, la délégation accordée sera ponctuelle et limitée à la cession annoncée par voie de déclaration d'intention d'aliéner ;

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le Conseil municipal ci-après, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants. Cette délégation est générale pour tous les litiges portés devant toutes juridictions civiles, pénales, administratives, françaises ou étrangères, que la ville soit demanderesse ou défenderesse, et notamment pour la constitution de partie civile ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le Conseil municipal, à savoir 10 000 euros par sinistre ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du Code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificatives pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le Conseil municipal, à savoir 2 millions d'euros par année civile ;

21° *Sans objet* ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du Code de l'urbanisme dans la limite des crédits ouverts par le budget ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du Code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune et de conclure la convention prévue à l'article L. 523-7 du même code ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du Code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

26° De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le Conseil municipal, à savoir dans la limite de 150 000 euros par subvention, l'attribution de subventions d'investissement auprès de l'Etat (DETR, DSIL, Fonds vert), de la région Bretagne, du département d'Ille-et-Vilaine, de Rennes Métropole (FMTE, fonds de concours divers, ...), de l'Agence de l'eau ;

27° De procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux, dans la limite des crédits ouverts par le budget ;

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du Code de l'environnement ;

30° *Sans objet* ;

31° *Sans objet.*

Ceci exposé ;
Vu les articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n° 2026-04-035 du Conseil municipal du 7 avril 2026 ;

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (29 voix pour) :

- **ABROGE ET REMPLACE** la délibération n° 2026-04-035 du Conseil municipal du 7 avril 2026 portant délégations d'attributions du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

- **CONFIE** à Monsieur le Maire, ou à son suppléant, délégation pour les missions énoncées ci-dessus et ce, pour la durée de son mandat.

N° 2026-07-088 SECURITE – DESIGNATION DE REPRESENTANTS – COMITE D'ETHIQUE DU SYSTEME DE VIDEOPROTECTION

Institutions et vie politique / Désignation de représentants

Rapporteur : Monsieur le Maire

Convaincue que la sécurité est la première des libertés, celle qui conditionne l'exercice de toutes les autres, la municipalité a fait de la sécurité et de la tranquillité l'une des priorités des engagements municipaux pour une ville plus sûre.

Soucieuse d'améliorer la sécurité des personnes et des biens, lutter contre le sentiment d'insécurité, la ville a souhaité se doter de moyens modernes et éprouvés d'aide à l'investigation, de prévention et de dissuasion. Elle a donc décidé de mettre en place un dispositif de vidéoprotection urbain.

Cette démarche vient s'inscrire dans le cadre de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance avec ses partenaires institutionnels, dont fait partie intégrante le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) dont l'installation a eu lieu le 20 juin 2023.

Lors de sa séance du 26 juin 2023, le Conseil municipal a donc acté, par délibération n° 2023-06-091, le déploiement d'un système de vidéoprotection urbain sur la commune de Vern-sur-Seiche, dans le but de prévenir et lutter contre les actes de délinquance sur l'espace public, en facilitant l'intervention des forces de police, en aidant à l'élucidation des délits et en jouant un rôle dissuasif.

Afin de respecter les libertés publiques, individuelles et fondamentales et renforcer la transparence au niveau du fonctionnement du système de vidéoprotection installé sur l'espace public, le Conseil municipal a approuvé la création d'un comité d'éthique et a validé la charte d'éthique du système de vidéoprotection lors de sa délibération n° 2024-12-146 du 16 décembre 2024.

Ce comité a pour mission de veiller au respect permanent des libertés publiques et privées et est chargé d'appliquer la charte d'éthique du système de vidéoprotection.

Il est composé de membres désignés et qualifiés détaillés dans la charte, étant précisé que Monsieur le Maire est membre de droit.

Suite aux élections municipales du 15 mars 2026 et au Conseil municipal d'installation du 21 mars 2026, il est nécessaire de procéder à de nouvelles désignations. Il est nécessaire également de modifier la charte d'éthique (annexée à la délibération) qui faisait état des membres désignés, lesquels ne sont plus à jour car les intitulés des désignations municipales ont été revues.

Il est proposé de désigner au sein du Conseil municipal les élus qui siègeront au comité d'éthique, comme suit :

- **Stéphane CHABOT**, en tant qu'adjoint au Maire à l'Administration Générale, au Devoir de mémoire, à la Protection de la population, à la Police de proximité ;
- 1 membre de la majorité « Vern avec vous » : **Denis LE MELLOT**
- 1 membre de la majorité « Vern avec vous » : **Marie-Paule MENARD**
- 1 membre de la majorité « Vern avec vous » : **Evann BEURION**
- 1 membre de la minorité « Vern demain » : **Sonia ARENA**
- 1 membre de la minorité « Bien vivre à Vern » : **Thierry MARTINEAU**

Il est également proposé au Conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales, de procéder au **scrutin à main levée** pour les désignations mises aux voix, par vote à l'unanimité.

Ceci exposé ;
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-21, L. 2121-29 et suivants ;

Vu le Code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9, L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;
Vu le Code pénal, et notamment ses articles 226-1 et suivants ;
Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment son article 10, et sa version en vigueur au 14 mars 2011 ;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de ladite loi ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 20230513 du 22 août 2023 autorisant l'installation du système de vidéoprotection urbaine sur la commune de Vern-sur-Seiche ;
Vu la délibération n° 2023-06-091 du Conseil municipal du 26 juin 2023 validant le déploiement du système municipal de vidéoprotection urbaine ;
Vu la délibération n° 2024-12-146 du Conseil municipal du 16 décembre 2024 approuvant la charte d'éthique et la création d'un comité d'éthique ;
Vu l'arrêté municipal du 6 mai 2025 portant désignation des membres du comité d'éthique relatif à la vidéoprotection ;
Vu la charte d'éthique modifiée annexée à la délibération ;
Considérant l'avis favorable de la commission Administration Générale, Devoir de Mémoire, Protection de la Population, Police de proximité du 17 juin 2026 ;

1) **Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (29 voix pour) :**

   - **DÉCIDE** de procéder au scrutin à main levée pour la désignation des conseillers municipaux au comité d'éthique.

2) **Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (29 voix pour) :**

   - **APPROUVE** la modification de la charte d'éthique du système de vidéoprotection urbaine annexée à la délibération ;

   - **PROPOSE** de désigner au sein du Conseil municipal les élus qui siègeront au comité d'éthique, comme suit, étant précisé que Monsieur le Maire est membre de droit :
     - **Stéphane CHABOT**, en tant qu'adjoint au Maire à l'Administration Générale, au Devoir de mémoire, à la Protection de la population, à la Police de proximité ;
     - 1 membre de la majorité « Vern avec vous » : **Denis LE MELLOT**
     - 1 membre de la majorité « Vern avec vous » : **Marie-Paule MENARD**
     - 1 membre de la majorité « Vern avec vous » : **Evann BEURION**
     - 1 membre de la minorité « Vern demain » : **Sonia ARENA**
     - 1 membre de la minorité « Bien vivre à Vern » : **Thierry MARTINEAU**

N° 2026-07-089 MODIFICATION DES MODALITES DE RESERVATION ET DES TARIFS DES SALLES MUNICIPALES – MISE A JOUR DU REGLEMENT INTERIEUR

Finances locales / Divers

Rapporteur : Stéphane CHABOT

Au regard des problématiques actuelles de disponibilités de salles communales, il apparaît nécessaire de modifier les modalités de réservations des salles pour permettre au plus grand nombre d'accéder aux salles municipales.
Les salles concernées par des modifications de règlements sont les suivantes : Salle des fêtes (jointe en annexe n° 1 à la délibération), Ferme de Solidor (jointe en annexe n° 2 à la délibération) et Salle familiale du Champ Loisel (jointe en annexe n° 3 à la délibération).

Pour la salle des fêtes, il est proposé de rappeler la priorité donnée aux associations vernoises pour l'accès à cette salle (activités régulières avec une planification hebdomadaire et animations du week-end dans la

commune). Un paragraphe est inséré au II – REGLEMENT page 2 – « après personnes physiques vernoises ») :

> « Cette salle est réservée pour l'animation de la vie locale et la tenue d'activités annuelles régulières sportives, culturelles et sociales. La priorité est donnée aux associations vernoises assurant cette animation régulière du 1er septembre au 5 juillet. Les particuliers pourront accéder à la salle entre le 5 juillet et le 31 août. Une exception à ce principe aura lieu lors de la campagne électorale d'élections locales (municipales, départementales, régionales, référendum), les candidats dûment enregistrés pourront bénéficier de la salle pour la tenue d'une réunion publique à raison d'une réservation par tour de scrutin. La Ville transmettra aux candidats les jours et heures possibles pour la tenue de ces réunions. »

Pour la Ferme de Solidor, il est proposé de limiter le nombre de réservations par les associations à une par trimestre, hors planification annuelle et organisation de festivités sur la commune et prévoir également un tarif pour les partis politiques. Ces précisions sont intégrées dans le document ci-après annexé détaillant les tarifs et modalités de réservation.

Pour la salle familiale du Champ Loisel, la problématique principale est l'utilisation conjointe de la salle familiale entre le Centre de Loisirs en semaine et les particuliers les week-ends. En raison de la fermeture de la salle familiale de la Chalotais, un report s'effectue également sur la salle familiale du Champ Loisel lorsque la capacité de la Ferme de Solidor n'est pas suffisante (35 personnes). Pour des raisons d'organisation interne et permettre un fonctionnement optimal du Centre de Loisirs, il est proposé de restreindre les périodes de réservation de la salle du Champ Loisel en semaine aux seules périodes scolaires, sauf le mardi et le mercredi. Ainsi, il est possible de réserver la salle le week-end (vendredi, samedi et dimanche), et ponctuellement en semaine le lundi et jeudi en dehors des périodes d'activités du Centre de Loisirs.
Le paragraphe suivant serait inséré (article 2 – réservations au paragraphe 1. Pour les particuliers) :

> « La salle étant réservée à l'usage du Centre de Loisirs le mercredi et pendant les vacances scolaires, les réservations sont possibles :
>
> - En période scolaire : tous les jours, sauf le mardi et le mercredi
> - Pendant les vacances scolaires : le vendredi, le samedi et veille de jours fériés. »

En complément de ces changements, un ajustement des tarifs est proposé ayant pour objectif d'arrondir les montants. Les tarifs ayant été votés au Conseil municipal du 15 décembre 2025, il est nécessaire de procéder à la modification de la délibération n° 2025-12-145 pour les 2 salles suivantes : Ferme de Solidor et Salle familiale du Champ Loisel, selon la proposition ci-après annexée. Les tarifs de la salle des fêtes ne sont pas modifiés.

Ceci exposé ;
Vu les articles L. 2121-29 et L. 2122-21 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n° 2015-06-084 du Conseil municipal du 29 juin 2015 modifiant les règlements d'utilisation de la salle du Champ Loisel et de la salle des fêtes ;
Vu la délibération n° 2022-01-004 du Conseil municipal du 31 janvier 2022 modifiant le règlement de la salle du Champ Loisel ;
Vu la délibération n° 2025-12-145 du Conseil municipal du 15 décembre 2025 relative aux tarifs et redevances 2026 ;
Vu le règlement de la salle des fêtes de la Chalotais joint en annexe n° 1 à la délibération ;
Vu le règlement de la Ferme du Solidor joint en annexe n° 2 à la délibération ;
Vu le règlement de la salle familiale du Champ Loisel joint en annexe n° 3 à la délibération ;
Vu les propositions de tarifs ci-après annexées ;
Considérant l'avis favorable de la commission mixte Administration générale, Devoir de mémoire, Protection de la population, Police de proximité et Vie de la Cité, Sports, Associations et Commerce du 17 juin 2026 ;

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à la majorité des votants par vote à main levée :
- 5 voix CONTRE : Stéphane SIMON – Nicolas PERRIN – Sonia ARENA – Valérie DAVOUST – Thierry MARTINEAU (pouvoir)
- 24 voix POUR

- **DÉCIDE** de mettre à jour les règlements de la salle des fêtes de la Chalotais et de la salle familiale du Champ Loisel, conformément aux annexes n° 1 et 3 jointes à la délibération ;

- **MODIFIE** les tarifs municipaux et modalités de réservations conformément au document ci-après annexé ;

- **ACTE** la mise en œuvre de ces nouvelles modalités au 1er août 2026.

LOCATIONS DE SALLES COMMUNALES
TARIFS 2026

FERME DE SOLIDOR

Tarifs	Tarifs 2026/jour	Proposition nouveaux tarifs 2026
Particuliers Vernois Réduit (QF de 0 à 800)	**37 €**	**40 €**
Particuliers Vernois Normal (QF à partir de 801)	**56 €**	**60 €**
Particuliers hors Vern, entreprises, partis politiques, CE et syndics vernois	**66 €**	**75 €**
Entreprises, partis politiques, CE et syndics non vernois	**124 €**	**125 €**
Associations hors Vern	**72 €**	**75 €**

*dont l'adresse du siège social est à Vern-sur-Seiche ou gérant des résidences immobilières à Vern-sur-Seiche pour les syndics.

Gratuit pour :

- Les associations dont l'adresse du siège social est à Vern-sur-Seiche (1 fois par trimestre maximum, hors planification annuelle et organisation de festivités sur la commune).
- Le personnel communal : 1 fois/an
- La famille dont le défunt est domicilié ou décédé sur la commune

SALLE DU CHAMP LOISEL

Tarifs	2026 1 jour	2026 2 jours	Proposition nouveaux tarifs 2026 – 1 jour	Proposition nouveaux tarifs 2026 – 2 jours
Particuliers Vernois Réduit (QF de 0 à 800)	**157 €**	**243 €**	**160 €**	**245 €**
Particuliers Vernois Normal (QF à partir de 801)	**236 €**	**370 €**	**240 €**	**370 €**
Particuliers hors Vern, Entreprises, partis politiques, CE Vernois	**536 €**	**783 €**	**540 €**	**785 €**

Réservation possible pour les associations dont l'adresse du siège social est à Vern-sur-Seiche une fois par an et gratuitement (délai de réservation 1 mois à l'avance maximum).

Personnel communal :

- Une location 1 fois par an (50 % du tarif réduit, soit **80 € pour 1 jour et 122 € pour 2 jours**)

PAS DE CHANGEMENT POUR LES TARIFS DE LA SALLE DES FETES, VAISSELLE ET ENERGIE.

SALLE DES FETES DE LA CHALOTAIS (*Location juillet, août et la première quinzaine de septembre uniquement pour les particuliers et le personnel communal*)

Tarif	2026 1 jour	2026 2 jours
Normal	**475 €**	**702 €**
Particuliers hors VERN ; Entreprises et CE vernois	**742 €**	
Associations vernoises (activités régulières)	**Gratuit**	
Associations vernoises (activités régulières avec entrée payante)	**90 €**	
Associations hors Vern	**230 €**	
Associations hors Vern (activités régulières)	**560 €**	

Gratuit pour :

- Les associations vernoises

Personnel communal :

- Une location 1 fois par an (1/4 du tarif normal, soit 119 € pour 1 jour et 175 € pour 2 jours)

Tarif vaisselle

Salles	Tarif vaisselle Particuliers (Forfait 1 ou 2 jours) 2025	Tarif vaisselle Particuliers (Forfait 1 ou 2 jours) **2026**	**Tarif vaisselle Associations (Service EVC)**
Toutes salles			Forfait 20 €/an si utilisation régulière
Salle Chalotais et Solidor	25 €	**25 €**	10 €/utilisation ponctuelle
Salle familiale Champ Loisel	50 €	**50 €**	
Salle des fêtes de la Chalotais	100 €	**100 €**	30 €/utilisation ponctuelle

Tarif énergie (location particulier)

	1 jour/2024	2 jours/2024	**1 jour/2025**	**2 jours/2025**
Solidor	15 €	30 €	**15 €**	**30 €**
Champ Loisel	25 €	50 €	**25 €**	**50 €**

N° 2026-07-090 DELEGATION DE SERVICE PUBLIC – RESEAU DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES DE RENNES METROPOLE – CHANGEMENT DE DELEGATAIRE

Commande publique / Délégation de service public

Rapporteur : Stéphane CHABOT

Par courrier du 9 mars 2026, Rennes Métropole a informé la commune de sa décision, par suite de sa délibération n° C 2025-157, notifiée le 6 janvier 2026, de confier à la société Réseaux et Territoires Rennes Métropole, filiale d'Orange Concessions, la délégation de service public ayant pour objet l'exploitation, maintenance, commercialisation, financement et réalisation des extensions du réseau de communications électroniques de Rennes Métropole. Cela concerne la mise en œuvre de services dédiés sur le territoire de Rennes Métropole dans le cadre d'un réseau d'initiative publique de 3ème génération (RIP 3G). Cette délégation de service public de type affermage sera transférée vers Réseaux et Territoires Rennes Métropole à compter du 1er juillet 2026.

La commune est concernée car elle a conclu en 2024 un contrat d'offre d'accès selon la convention cadre n° REN 24 003 avec Rennes Métropole Telecom. Ce contrat, conclu pour 10 ans, concerne un service IRU pour les liaisons FON permettant le transport par fibres des images de vidéoprotection.

Le changement de délégataire n'entraine pas de modification des modalités du contrat (conditions, durée, prix). Pour précision, la facturation sera établie mensuellement, contre une facture annuelle dans le précédent contrat.

Ceci exposé ;
Vu l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n° 2023-06-091 du Conseil Municipal du 26 juin 2023 relative au déploiement d'un système de vidéoprotection urbain ;
Vu la délibération n° C 2024-052 du conseil métropolitain du 16 mai 2024 de résiliation anticipée pour motif d'intérêt général au 31/12/2025 ;
Vu la délibération n° C 2024-164 du conseil métropolitain du 14 novembre 2024 autorisant le lancement d'une étude de délégation de service public sur le modèle affermage pour une durée de sept ans ;
Vu la délibération n° C 2025-157 du conseil métropolitain du 18 décembre 2025 confirmant la fin du contrat de délégation de service public existant avec Rennes Métropole Telecom au 30 juin 2026 et attribuant à la société Orange Concessions la nouvelle délégation de service public ;
Vu le courrier d'information de Rennes Métropole du 9 mars 2026 ;
Vu la convention cadre n° REN 24 003 conclue avec Rennes Métropole Telecom le 3 avril 2024 ;
Vu la commande passée le 3 avril 2024 pour un service IRU de fibres ;
Considérant l'avis favorable de la commission Administration Générale, Devoir de Mémoire, Protection de la Population, Police de proximité du 17 juin 2026 ;

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (29 voix pour) :

- **PREND ACTE** du changement de délégataire pour la délégation de service public ayant pour objet l'exploitation, maintenance, commercialisation, financement et réalisation des extensions du réseau de communications électroniques de Rennes Métropole ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les nouveaux contrats avec la société Réseaux et Territoires Rennes Métropole relatifs au service IRU pour les liaisons fibres en lien avec la vidéoprotection urbaine ;

- **PRÉCISE** que les crédits sont inscrits au budget de l'année en cours.

N° 2026-07-091 AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – CESSION MAISON 1B CHEMIN ROBLOT – ABROGE ET REMPLACE LA DELIBERATION N° 2025-05-063 DU 19 MAI 2025

Domaine et patrimoine / Aliénations

Rapporteur : Sevgi KARAMAN

La maison située au 1B chemin Roblot, cadastrée AR 0516, d'une surface de 1 281 m², fait partie du domaine privé communal (voir plan annexé à la délibération).

La partie sud de la parcelle, d'une surface approximative de 350 m², a été divisée en vue d'une densification à vocation pavillonnaire en raison des formes urbaines à proximité directe. Le patrimoine bâti et végétal devra être préservé.

Par délibération n° 2025-05-063 du Conseil municipal du 19 mai 2025, la commune avait fixé un prix de mise en vente à 465 000 euros net vendeur.

Conformément à la délibération n° 2025-05-063 du Conseil municipal du 19 mai 2025, la maison a été mise en vente au printemps dernier à 465 000 euros net vendeur. Plusieurs visites ont eu lieu mais les acquéreurs potentiels pointent le coût des travaux de rénovation qui viennent alourdir le montant de l'acquisition.

Suite à la présentation de ces éléments en commission Aménagement, Urbanisme, Travaux, Voirie du 29 avril 2026, il est dorénavant proposé un prix de vente à 430 000 euros minimum. Ainsi, une proposition jugée trop basse pourrait faire l'objet d'une contre-proposition d'un montant de 430 000 euros net vendeur.

Ceci exposé ;
Vu l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n° 2024-05-060 du Conseil municipal du 27 mai 2024 ;
Vu la délibération n° 2025-05-063 du Conseil municipal du 19 mai 2025 ;
Vu l'avis du Domaine en date du 27 avril 2026 ;
Considérant l'avis favorable de la commission Aménagement, Urbanisme, Travaux, Voirie du 29 avril 2026 ;

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (29 voix pour) :

- **ABROGE ET REMPLACE** la délibération n° 2025-05-063 du Conseil municipal du 19 mai 2025 ;
- **PERMET** la mise en vente du bien sis 1B chemin Roblot au prix de 430 000 euros minimum ;
- **CHARGE** Monsieur le Maire d'accomplir les formalités de la mise en vente du bien ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer un mandat de vente ;
- **VALIDE** les conditions de la vente et le prix définitifs dans une délibération ultérieure.

N° 2026-07-092 PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT) – ACCOMPAGNEMENT PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE BRETAGNE (EPFB) – COMPTE-RENDU D'ACTIVITE 2025

Domaine et patrimoine / Acquisitions

En-tête spécifique à la présente délibération :

L'an deux mil vingt-six, le six juillet, à dix-neuf heures et trente minutes,
Le Conseil municipal de Vern-sur-Seiche, légalement convoqué le trente juin deux mil vingt-six, conformément aux articles L. 2121-7, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code général des collectivités territoriales, s'est réuni en session ordinaire salle du Conseil municipal, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Stéphane LABBÉ, Maire.

Membres en exercice :	29
Quorum :	15
Présents :	28
Absent excusé :	1
Procuration de vote :	1
Votants :	28

Présents :
Stéphane LABBÉ – Stéphane CHABOT – Sevgi KARAMAN – Jean-Pierre DEWITTE – Amélie PETIT – Frédéric LÉGLISE – Cindie COMMEUREUC – Jean-Marc BERTRAND – Sylvie RIALLAND – André LAITU – Philippe LEMOINE – Françoise HUCHE – Loïc FÉVRIER – Marie-Paule MENARD – Jocelyne RENOU – Denis LE MELLOT – Corinne GUILLOTIN – Sébastien GIRARD – Salima BOUZAHAR – Suzanne PARQUIER – Magali TOURTELIER – Magali MONCHAUSSÉ – Romain AUBAUD – Evann BEURION – Stéphane SIMON – Nicolas PERRIN – Sonia ARENA – Valérie DAVOUST
Absent excusé :
Thierry MARTINEAU
Procuration de vote :
Thierry MARTINEAU Mandataire Stéphane SIMON
Ne prend pas part au vote : Nicolas PERRIN
Secrétaire de séance : Jean-Pierre DEWITTE

Rapporteur : Sevgi KARAMAN

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) a été approuvé le 22 novembre 2013 par le préfet d'Ille-et-Vilaine. Les mesures foncières prescrites par le PPRT consistent en la mise en place d'un droit de délaissement pour les propriétaires des biens situés dans le périmètre d'aléa fort (zone « r » sur la carte jointe en annexe n° 1 à la délibération) dès lors que le montant des travaux de renforcement des constructions excède 10 % de la valeur ou 5 % du chiffre d'affaires du propriétaire l'année d'approbation du plan. Ainsi, 14 bâtiments d'activité se situent dans le périmètre de délaissement.

Ce droit confère aux propriétaires la possibilité d'exiger l'acquisition de son bien par la personne qui a institué ce droit, en l'occurrence la commune ou son représentant, à un prix fixé à l'amiable ou par le juge de l'expropriation. Le montant total du délaissement a été estimé par le service du Domaine à 8,3 millions d'euros en 2011.

Le financement des procédures foncières est supporté par :
- Les collectivités qui perçoivent en direct la Contribution Economique Territoriale, soit Rennes Métropole, le Département et la Région ;
- L'État ;
- Les exploitants, soit Total Energies et Antargaz.

Les modalités de ce financement sont définies dans la convention de financement des mesures foncières prévues par le PPRT signée par l'ensemble des co-financeurs. Par conséquent, le financement se répartit de la manière suivante :

PARTIES	PARTICIPATION DU COÛT TOTAL	REPARTITION	
État	33,33 %	État :	100 %
Exploitants *(TOTAL et ANTARGAZ)*	33,33 %	Exploitants :	100 %
Collectivités compétentes	33,33 %	Rennes Métropole :	65,16 %
		Région :	11,72 %
		Département :	23,12 %

La commune intervient dans ce dispositif en tant que « collectivité-acquéreur » des biens délaissés par leur propriétaire.

Afin d'être accompagnée dans la mise en œuvre des mesures foncières prescrites par le PPRT, la commune a signé une convention avec l'Établissement Public Foncier de Bretagne (EPFB) en date du 8 septembre 2015. L'avenant du 13 juillet 2021 prend acte de la prise de compétence de Rennes Métropole et, de ce fait, l'intègre à la convention opérationnelle d'actions foncières.

Par conséquent, l'EPFB doit procéder aux acquisitions engendrées par la mise en œuvre du droit de délaissement et aux travaux de sécurisation, déconstruction et dépollution qui s'avèreraient nécessaires. Il appellera en remboursement les fonds correspondants à ces dépenses auprès des différents contributeurs dans les conditions définies par la convention de financement des mesures foncières.

Conformément à la convention, l'EPFB rend compte de son action partenariale sur le territoire de la commune.

Les éléments majeurs sur l'année 2025 sont :

- Le lancement des travaux de désamiantage et de déconstruction de la phase 2 *(3 phases au total)* ;
- L'acquisition de la parcelle AK213 (Sécuritest) à LA SCI DU CANADET ;
- La préparation de l'acte de résiliation du bail commercial en cours avec l'EULR AUTO CONTROLE VERNOIS (Sécuritest) ;
- L'engagement de la procédure d'expulsion à l'encontre de la SARL AUBREE, occupante sans droit ni titre depuis janvier 2025 d'un garage poids-lourds.

L'état des acquisitions au 31 décembre 2025 est la suivante (voir plan joint en page n° 4 de l'annexe n° 2 à la délibération) :

Repère plan	*Nom vendeur*	*Date acte authentique*	*Parcelles cadastrales*	*Prix HT d'acquisition*	*Date fin de portage*
1	SCI TAUPIN	18/05/2017	AK 49	135 454,55 €	18/05/2025
2	VALLAU INVESTISSEMENTS	12/12/2019	AK 44	330 000,00 €	12/12/2027
3	SCI FOUTIA	26/01/2021	AK 46	162 000,00 €	26/01/2029
4	PORCHER	04/11/2021	AK 141	260 000,00 €	04/11/2029
5	SCI LA RIAUDIERE	31/01/2022	AH 22 – AH 94 – AH 96	708 300,00 €	31/01/2030
6	SCI GICQUEL-COLIN	19/05/2022	AK 45	244 545,00 €	19/05/2030
7	SCI REMINIAC	20/06/2022	AK 42	354 200,00 €	20/06/2030
8	SCI PIM	27/07/2022	AH 32 – AH 33	154 000,00 €	27/07/2030
9	SCI MECA 2000	03/10/2022	AK 142 – AK 167 – AK 168	636 000,00 €	03/10/2030
10	ANTARGAZ	26/09/2023	AK 170	1 434 400,00 €	26/09/2031
11	**SCI DU CANADET**	**30/06/2025**	**AK 2013**	**292 500,00 €**	**26/09/2031**
	TOTAL			**4 711 399,55 €**	

Ceci exposé ;
Vu l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu les articles L. 515-16 et suivants du Code de l'environnement ;
Vu l'article L. 230-1 du Code de l'urbanisme ;
Vu le Plan de Prévention des Risques Technologiques TOTAL-ANTARGAZ approuvé le 22 novembre 2013 par arrêté préfectoral ;

Vu l'arrêté préfectoral de prorogation du délai de signature de la convention financière de mise en œuvre des mesures foncières du 27 octobre 2014 ;
Vu la délibération n° 2015-03-039 du Conseil municipal du 30 mars 2015 portant sur l'approbation de la convention tripartite de financement ;
Vu la délibération n° 2015-04-062 du Conseil municipal du 27 avril 2015 portant sur l'approbation de la convention opérationnelle d'actions foncières de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne ;
Vu la convention de financement des mesures foncières prévues par le PPRT ;
Vu la convention opérationnelle d'actions foncières du 8 septembre 2015 ;
Vu l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2015 portant sur la participation de chaque contributeur au financement des mesures foncières du PPRT de Vern-sur-Seiche ;
Vu la délibération n° 2016-11-118 du Conseil municipal du 14 novembre 2016 portant sur la rétrocession des biens délaissés à la commune ;
Vu l'avenant à la convention opérationnelle d'actions foncières du 13 juillet 2021 ;
Vu le compte-rendu d'activité 2025 joint en annexe n° 2 à la délibération ;
Considérant l'avis favorable de la commission Aménagement, Urbanisme, Travaux, Voiries du 23 juin 2026 ;

Nicolas PERRIN, intéressé en tant que vice-président de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne, ne prend pas part au vote.

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (28 voix pour) :

- **APPROUVE** le compte-rendu d'activité 2025 de l'Établissement Public Foncier de Bretagne, conformément à la convention opérationnelle d'actions foncières du 8 septembre 2015.

N° 2026-07-093 PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT – CONVENTION D'APPLICATION DES OBJECTIFS PLH – PROJETS PLACE DES DROITS DE L'HOMME ET RUE BOËL

Urbanisme / Actes relatifs au droit d'occupation ou d'utilisation des sols

Rapporteur : Sevgi KARAMAN

Le promoteur Qualité de Vie Promotion est bénéficiaire de 2 permis de construire sur la commune :

1. Opération de 28 logements libres place du Marché « La Villa Saint Martin » ; sise place des Droits de l'Homme ;
2. Opération de 40 logements rue du Boël dont 12 locatifs sociaux de type PLAI/PLUS *(Prêt Locatif Aidé d'Intégration/Prêt Locatif à Usage Social)* et 28 locatifs sociaux de type PLS *(Prêt Locatif Social),* sise 15 rue du Boël.

L'association de ces 2 opérations permet de valider les objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH) par le service Habitat métropolitain à savoir :

- 41% de logements libres ;
- 41% de logements régulés ;
- 18% de logements aidés.

Conformément au PLH en vigueur, la programmation de l'opération doit faire l'objet d'une convention (annexée à la délibération) d'application des objectifs du PLH tripartite *(Commune – Rennes Métropole – Qualité de Vie Promotion).*

La convention permet de verrouiller la programmation et d'accéder aux aides à la charge foncière métropolitaines pour le porteur de projet.

Ceci exposé ;
Vu l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 2025-02-013 du Conseil municipal du 24 février 2025 portant sur la convention de contractualisation du Programme Local de l'Habitat avec Rennes Métropole ;
Vu la convention de contractualisation du PLH 2023-2028 en date du 20 mars 2025 ;
Vu le projet de convention annexé à la délibération ;
Considérant l'avis favorable de la commission Aménagement, Urbanisme, Travaux et Voirie du 23 juin 2026 ;

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (29 voix pour) :

- **APPROUVE** la convention spécifique aux opérations Place des Droits de l'Homme et 15 rue du Boël de Qualité de Vie Promotion annexée à la délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout autre document s'y rapportant.

N° 2026-07-094 DELEGATION DE SIGNATURE A UN MEMBRE DU CONSEIL MUNICIPAL POUR PRENDRE UNE DECISION SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'URBANISME – PC 035352 26 00022

Institutions et vie politique / Délégation de signature

En-tête spécifique à la présente délibération :

L'an deux mil vingt-six, le six juillet, à dix-neuf heures et trente minutes,
Le Conseil municipal de Vern-sur-Seiche, légalement convoqué le trente juin deux mil vingt-six, conformément aux articles L. 2121-7, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code général des collectivités territoriales, s'est réuni en session ordinaire salle du Conseil municipal, à la Mairie, sous la présidence, pour la présente délibération, de Monsieur Stéphane CHABOT, premier adjoint au Maire.

1-VOTE SUR MODE DE SCRUTIN :	
Membres en exercice :	29
Quorum :	15
Présents :	27
Absent excusé :	1
Procuration de vote :	1
Votants :	26
2-VOTE SUR DELIBERATION :	
Membres en exercice :	29
Quorum :	15
Présents :	27
Absent excusé :	1
Procuration de vote :	1
Votants :	26

Présents :
Stéphane CHABOT – Sevgi KARAMAN – Jean-Pierre DEWITTE – Amélie PETIT – Frédéric LÉGLISE – Cindie COMMEUREUC – Jean-Marc BERTRAND – Sylvie RIALLAND – André LAITU – Philippe LEMOINE – Loïc FÉVRIER – Marie-Paule MENARD – Jocelyne RENOU – Denis LE MELLOT – Corinne GUILLOTIN – Sébastien GIRARD – Salima BOUZAHAR – Suzanne PARQUIER – Magali TOURTELIER – Magali MONCHAUSSÉ – Romain AUBAUD – Evann BEURION – Stéphane SIMON – Nicolas PERRIN – Sonia ARENA – Valérie DAVOUST
Absent excusé :
Thierry MARTINEAU
Procuration de vote :
Thierry MARTINEAU Mandataire Stéphane SIMON
Ne prennent pas part au vote, ni présents dans la salle : Stéphane LABBÉ – Françoise HUCHE
1-VOTE SUR MODE DE SCRUTIN :
Ne prend pas part au vote : Sevgi KARAMAN
2-VOTE SUR DELIBERATION :
Ne prend pas part au vote : Sevgi KARAMAN
Secrétaire de séance : Jean-Pierre DEWITTE

S'agissant d'une délibération intéressant son activité professionnelle, Monsieur le Maire, Stéphane LABBÉ, quitte la séance et n'assiste, ni à la présentation, ni aux débats, et ne prend part au vote.

S'agissant d'une délibération portant sur une autorisation d'urbanisme la concernant, Madame Françoise HUCHE, quitte la séance et n'assiste, ni à la présentation, ni aux débats, et ne prend pas part au vote.

Madame Sevgi KARAMAN, dont le nom est proposé à la délégation de signature, ne prend part, ni à la présentation, ni aux débats, ni au vote.

Monsieur Stéphane CHABOT, premier adjoint au Maire, est nommé président de séance pour la présente délibération.

L'article L. 422-7 du Code de l'urbanisme dispose que « *si le Maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale est intéressé au projet faisant l'objet de la demande de permis ou de déclaration préalable, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, le Conseil municipal de la commune ou l'organe délibérant de l'établissement public désigne un autre de ses membres pour prendre la décision* ». Dans ce cas précis, un membre doit être désigné par une délibération expresse du Conseil municipal pour délivrer les permis ou déclarations préalables à la place du Maire.

Un permis de construire a été déposé le 5 mai 2026, pour la construction d'un garage avec des menuiseries vendues par la SAS BRETAGNE HABITAT CONSEIL, dont Monsieur Stéphane LABBÉ, Maire, est Directeur général.

Le Conseil municipal est invité à désigner un autre de ses membres qui disposera d'une délégation de signature spécifique pour prendre toute décision relative à ce permis de construire n° 035352 26 00022 auquel Monsieur le Maire est intéressé au sens de l'article L. 422-7 du Code de l'urbanisme. Ce délégataire sera également habilité à prendre toute autre décision relative à l'autorisation d'urbanisme une fois délivrée ou refusée.

Il est proposé au Conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales, de procéder au **scrutin à main levée** pour la désignation mise aux voix, par vote à l'unanimité.

Ceci exposé ;
Vu l'article L. 422-7 du Code de l'urbanisme ;
Vu le permis de construire avant travaux n° PC 035352 26 00022 en date du 5 mai 2026 ;
Considérant l'avis favorable de la commission Aménagement, Urbanisme, Travaux et Voirie du 23 juin 2026 ;

1) **Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée :**
- Stéphane LABBÉ – Maire, Françoise HUCHE et Sevgi KARAMAN ne prenant pas part au vote
- 26 voix pour

   - **DÉCIDE** de procéder au scrutin à main levée pour la désignation d'un autre membre du Conseil municipal pour prendre la décision relative au permis de construire n° PC 035352 26 00022 et pour prendre toute autre décision subséquente relative à la non-opposition ou à l'opposition qui sera prononcée.

2) **Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée :**
- Stéphane LABBÉ – Maire, Françoise HUCHE et Sevgi KARAMAN ne prenant pas part au vote
- 26 voix pour

   - **DÉSIGNE** un autre membre du Conseil municipal pour prendre la décision relative au permis de construire n° PC 035352 26 00022 et pour prendre toute autre décision subséquente relative à la non-opposition ou à l'opposition qui sera prononcée ;

- **ATTRIBUE** à Madame Sevgi KARAMAN une délégation de signature spécifique pour prendre toute décision relative au permis de construire n° PC 035352 26 00022 à laquelle Monsieur le Maire est intéressé au sens de l'article L. 422-7 du Code de l'urbanisme.

DÉTAIL DES DÉCOMPTES :

1-VOTE SUR MODE DE SCRUTIN		
Membres en exercice	**29**	
Quorum	**15**	
Présents	**27**	Stéphane LABBÉ et Françoise HUCHE ayant quitté la salle.
Absent excusé	**1**	
Procuration de vote	**1**	
Votants	**26**	Sevgi KARAMAN ne prenant pas part au vote, en plus de Stéphane LABBÉ et Françoise HUCHE qui ont déjà quitté la salle.

2-VOTE SUR DELIBERATION		
Membres en exercice	**29**	
Quorum	**15**	
Présents	**27**	Stéphane LABBÉ et Françoise HUCHE ayant quitté la salle.
Absent excusé	**1**	
Procuration de vote	**1**	
Votants	**26**	Sevgi KARAMAN ne prenant pas part au vote, en plus de Stéphane LABBÉ et Françoise HUCHE qui ont déjà quitté la salle.

N° 2026-07-095 BUDGET PRINCIPAL 2026 – DECISION MODIFICATIVE N° 1 – AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

Finances locales / Décisions budgétaires

Rapporteur : Jean-Pierre DEWITTE

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57 et à l'article L. 2321-2 27° du Code général des collectivités territoriales (CGCT), l'amortissement des immobilisations est obligatoire pour les communes et les EPCI de plus de 3 500 habitants (et leurs établissements publics). La constatation de l'amortissement des immobilisations constitue une opération d'ordre budgétaire qui donne lieu à ouverture de crédits budgétaires. C'est une dépense obligatoire pour les communes.

En 2026, le *chapitre 042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections* en dépenses de fonctionnement et le *chapitre 040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections* en recettes d'investissement, ont enregistré les opérations d'amortissement concernant la cession du bien îlot des Marais pour un montant de 317 287,26 €. Or ces chapitres avaient été abondés à hauteur de 440 000 € lors du vote du Budget Primitif 2026.
Ainsi afin de pouvoir exécuter les opérations d'amortissement annuelles, il convient d'augmenter les crédits budgétaires de ces chapitres de + 280 000 €, afin d'effectuer les opérations annuelles d'amortissement.

Ceci exposé ;
Vu les articles L. 2321-1 et 2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;
Vu la délibération n° 2026-03-014 du Conseil municipal du 2 mars 2026 approuvant le budget primitif 2026 ;
Considérant l'avis favorable de la commission Ressources Générales, Finances et Ressources Humaines du 25 juin 2026 ;

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (29 voix pour) :

- **APPROUVE** la décision modificative n° 1 sur le budget principal 2026 de la commune concernant les opérations d'amortissements 2026 comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT				
Dépenses de fonctionnement	**Service**	**Article**	**Libellé**	**Modification de crédits**
Chapitre 023	FIN	023	Virement de la section de fonctionnement	-280 000 €
Total Chap 023				-280 000 €
Chapitre 042	FIN	6811	Opération d'ordre transfert entre sections	280 000 €
Total Chap 042				280 000 €
TOTAL				0 €

SECTION D'INVESTISSEMENT				
Recettes d'investissement	**Service**	**Article**	**Libellé**	**Modification de crédits**
Chapitre 021	FIN	021	Virement de la section de fonctionnement	-280 000 €
Chapitre 040			Opération d'ordre transfert entre sections	280 000 €
TOTAL				0 €

N° 2026-07-096 AUTORISATION D'ENGAGEMENT DE DEPENSES – ARTICLE 6232 « FETES ET CEREMONIES »

Finances locales / Décisions budgétaires

Rapporteur : Jean-Pierre DEWITTE

Selon l'instruction comptable M57, la nature 6232 sert à imputer les dépenses relatives à l'organisation des fêtes ou cérémonies nationales et locales.
Les frais de réceptions (organisées hors cadre de ces fêtes et cérémonies) sont à enregistrer dans le compte 6234 « Réceptions ».
Du fait de la grande diversité des dépenses que génèrent ces activités, cette définition sur la nature 6232 reste imprécise.

Selon le décret n° 2022-505 du 23 mars 2022 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales exigées par le comptable à l'appui des mandats de paiement émis pour le règlement des dépenses publiques, la collectivité doit pouvoir justifier auprès de la trésorerie de l'utilisation des fonds publics par une délibération de principe détaillant les principales caractéristiques des dépenses à mandater au compte 6232 « Fêtes et cérémonies ».

Il est donc proposé de prendre en charges au compte 6232, les dépenses suivantes :

- D'une manière générale, l'ensemble des biens, services, objets et denrées divers ayant trait aux fêtes et cérémonies, tels que les jouets, friandises, denrées alimentaires, diverses prestations et cocktails servis lors de cérémonies officielles et inaugurations ;

- Les fleurs, bouquets, gravures, médailles et présents offerts à l'occasion de divers événements notamment lors des mariages, naissances, décès, récompenses sportives, culturelles, militaires ou lors de réceptions officielles ;
- Le règlement des factures de sociétés et troupes de spectacles et autres frais liés à leurs prestations ou contrats, lors de cérémonies officielles, inaugurations ou réceptions ;
- Les frais de restauration, de séjour et de transport des représentants municipaux (élus, agents et cas échéant de personnalités extérieures) lors de déplacements individuels ou collectifs, de rencontres nationales ou internationales, manifestations organisées afin de favoriser les échanges ou valoriser les actions municipales.

Ceci exposé ;
Vu l'article D.1617-19 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu le décret n° 2022-505 du 23 mars 2022 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;
Considérant l'avis favorable de la commission Ressources Générales, Finances, Ressources Humaines du 25 juin 2026 ;

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (29 voix pour) :

- **AFFECTE** les dépenses reprises ci-dessus à l'article 6232 « Fêtes et cérémonies » ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager et procéder au mandatement des sommes affectées au compte 6232 « Fêtes et cérémonies » dans la limite des crédits annuels inscrits au budget communal.

N° 2026-07-097 SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA PISCINE DE LA CONTERIE – PARTICIPATION COMMUNALE 2026

Finances locales / Contributions budgétaires

Rapporteur : Jean-Pierre DEWITTE

La commune de Vern-sur-Seiche est adhérente au Syndicat Intercommunal de la piscine de la Conterie.

Le Comité syndical a fixé, lors de sa réunion du 18 février 2026, le montant global des contributions communales 2026 à 1 900 000 €.

Les participations des communes découlent de l'application des clés de répartition et, pour ce qui concerne la commune de Vern-sur-Seiche, la participation demandée s'élève à 188 937,00 €.

Rappel de la participation de la commune de Vern-sur-Seiche depuis 2016 (hors participations exceptionnelles 2021, 2022 et 2025) :

Années	Montant
2016	73 273,00 €
2017	74 826,00 €
2018	71 605,00 €
2019	71 828,00 €
2020	68 529,00 €
2021	68 529,00 €
2022	70 887,00 €
2023	90 465,00 €
2024	99 202,00 €
2025	162 938,00 €

Ceci exposé ;
Vu la délibération du Comité du Syndicat Intercommunal de la piscine de la Conterie du 18 février 2026 ;
Considérant l'avis favorable de la commission Ressources Générales, Finances et Ressources Humaines du 25 juin 2026 ;

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à la majorité des votants par vote à main levée :
- 1 voix CONTRE : Thierry MARTINEAU (pouvoir)
- 28 voix POUR

- **SE PRONONCE** sur le montant de la participation 2026 de la commune de Vern-sur-Seiche à hauteur de 188 937,00 € ;

- **PRÉCISE** que deux acomptes ont fait l'objet d'un versement au premier semestre 2026 :
  - Premier acompte le 03/03/2026 d'un montant de 81 469 € (correspondant à 50% de la subvention de l'année N-1) ;
  - Deuxième acompte le 09/06/2026 d'un montant de 25 999 € ;

- **DIRE** que cette participation est imputée sur l'article budgétaire 6558 du budget 2026.

N° 2026-07-098 TARIFS 2026-2027 – SERVICES PERISCOLAIRES

Finances locales / Divers

Rapporteur : Amélie PETIT

Le tableau ci-après annexé présente la grille tarifaire proposée à compter de la rentrée scolaire 2026-2027 pour les services périscolaires de la ville.

Il est proposé :
- De fusionner les tranches 0-400 € et 401-500 € afin d'élargir l'accès au dispositif repas à 1 € pour la restauration scolaire mais aussi pour les autres prestations afin de garder une harmonie des grilles de l'ensemble des tarifs ;
- De baisser les tarifs de la tranche 501-600 € afin limiter les effets de seuil pour cette tranche ;
- De ne pas augmenter les tarifs et de maintenir la même grille tarifaire qu'en 2025-2026 pour les tranches à partir de 601 € et les hors Vern.

Les changements tarifaires sont donc les suivants :

Restauration scolaire (tarifs repas)

Tranche quotient	2025/2026	2026/2027
401-500	1,80 €	1,00 €
501-600	2,36 €	2,00 €

Accueil pause méridienne avec repas fourni par les familles

Tranche quotient	2025/2026	2026/2027
401-500	0,98 €	0,61 €
501-600	1,35 €	1,20 €

Accueil périscolaire (tarif à la 1/2 heure)

Tranche quotient	2025/2026	2026/2027
401-500	0,25 €	0,15 €
501-600	0,34 €	0,30 €

Atelier (16h30-18h) avec goûter

Tranche quotient	2025/2026	2026/2027
401-500	0,98 €	0,55 €
501-600	1,30 €	1,00 €

Les autres tarifs présentés en annexe sont inchangés.

Les dispositions suivantes relatives aux réservations des repas sont maintenues :

- Réservation au service de la restauration jusqu'au dimanche de la semaine S-2 pour la semaine de prise du repas (pour un repas pris la semaine 27, les réservations et les annulations seront possibles jusqu'au dimanche de la semaine 25) ;
- Maintien des situations identifiées de dérogation au délai pour la réservation comme pour l'annulation de la réservation :
  - Evènements exceptionnels dans une famille : décès, problèmes de santé, ... ;
  - Maladie de l'enfant (attestation, certificat, rendez-vous médical, ...) ;
  - Changement d'emploi du temps professionnel justifié d'un parent ;
- Modalités de tarification :
  - En cas d'absence de l'enfant ayant réservé sans justificatif : tarification du repas ;
  - En cas de repas pris sans réservation : majoration du prix du repas de 4,00 €.

Ceci exposé ;
Vu la grille de tarifs ci-après annexée ;
Considérant l'avis favorable de la commission Vie scolaire, Restauration, Enfance et Jeunesse du 16 juin 2026 ;
Considérant l'avis favorable de la commission Ressources Générales, Finances et Ressources Humaines du 25 juin 2026 ;

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (29 voix pour) :

- **ADOPTE** pour l'année scolaire 2026-2027 les tarifs des services périscolaires ci-après annexés ;

- **ADOPTE** pour l'année scolaire 2026-2027 les modalités de réservation et de dérogations proposées.

MAIRIE DE
VERN-SUR-SEICHE

BUDGET
TARIFS 2026/2027

PROPOSITION DE TARIFS ET REDEVANCES PÉRISCOLAIRES
ANNÉE SCOLAIRE 2026-2027

RESTAURANT MUNICIPAL (repas et encadrement)

TRANCHES DU QUOTIENT FAMILIAL (QF CAF)	RAPPEL TARIFS 2025/2026		TRANCHES DU QUOTIENT FAMILIAL (QF CAF)	TARIFS PROPOSES 2026/2027		
	Tarifs (après application des quotients)	Délibération		Tarifs (après application des quotients)	Délibération	Accueil avec repas fournis par les parents/Accueil grève sans repas
De 0 à 400	1,00 €	Tarif au repas	De 0 à 400 (90% d'aide)	1,00 €	Tarif au repas	0,61 €
De 401 à 500	1,80 €		De 401 à 500 (90% d'aide)	1,00 €		0,61 €
De 501 à 600	2,36 €		De 501 à 600 (80 % d'aide)	2,00 €		1,20 €
De 601 à 700	2,88 €		De 601 à 700 (70% d'aide)	2,88 €		1,64 €
De 701 à 800	3,41 €		De 701 à 800 (65 % d'aide)	3,41 €		1,88 €
De 801 à 900	3,87 €		De 801 à 900 (60% d'aide)	3,87 €		2,17 €
De 901 à 1030	4,37 €		De 901 à 1030 (55% d'aide)	4,37 €		2,46 €
De 1031 à 1170	4,90 €		De 1031 à 1170 (50% d'aide)	4,90 €		2,70 €
1171 et plus (Tarif plein)	5,16 €		1171 et plus (47% d'aide)	5,16 €		2,86 €
Hors Vern	5,37 €		Hors Vern (45 % d'aide)	5,37 €		4,34 €
Adultes	6,71 €		Adultes	6,71 €		
Fourniture repas H. Garderie	4,08 €		Fourniture repas H. Garderie	4,08 €		
Repas non réservé pénalité	4,00 €		Repas non réservé pénalité	4,00 €		

ACCUEIL PÉRISCOLAIRE (matin, soir dont espace leçons) - Avec goûter

TRANCHES DU QUOTIENT FAMILIAL (QF CAF)	RAPPEL TARIFS 2025/2026		TRANCHES DU QUOTIENT FAMILIAL (QF CAF)	TARIFS PROPOSES 2026/2027	
	Tarifs (après application des quotients)	Délibération		Tarifs (après application des quotients)	Délibération
De 0 à 400	0,15 €	Tarif à la 1/2 heure	De 0 à 400	0,15 €	Tarif à la 1/2 heure
De 401 à 500	0,25 €		De 401 à 500	0,15 €	
De 501 à 600	0,34 €		De 501 à 600	0,30 €	
De 601 à 700	0,41 €		De 601 à 700	0,41 €	
De 701 à 800	0,47 €		De 701 à 800	0,47 €	
De 801 à 900	0,54 €		De 801 à 900	0,54 €	
De 901 à 1030	0,61 €		De 901 à 1030	0,61 €	
De 1031 à 1170	0,68 €		De 1031 à 1170	0,68 €	
1171 et plus (Tarif plein)	0,72 €		1171 et plus (Tarif plein)	0,72 €	
Hors Vern	1,08 €		Hors Vern	1,08 €	
Facturation / dépassement horaire	5,09 €		Facturation / dépassement horaire	5,09 €	

ATELIER (16h30/18h00) - Avec goûter

TRANCHES DU QUOTIENT FAMILIAL (QF CAF)	RAPPEL TARIFS 2025/2026		TRANCHES DU QUOTIENT FAMILIAL (QF CAF)	TARIFS PROPOSES 2026/2027	
	Tarifs (après application des quotients)	Délibération		Tarifs (après application des quotients)	Délibération
De 0 à 400	0,55 €	Tarif à la présence (tarif pour 1H30)	De 0 à 400	0,55 €	Tarif à la présence (tarif pour 1H30)
De 401 à 500	0,98 €		De 401 à 500	0,55 €	
De 501 à 600	1,30 €		De 501 à 600	1,00 €	
De 601 à 700	1,58 €		De 601 à 700	1,58 €	
De 701 à 800	1,86 €		De 701 à 800	1,86 €	
De 801 à 900	2,11 €		De 801 à 900	2,11 €	
De 901 à 1030	2,39 €		De 901 à 1030	2,39 €	
De 1031 à 1170	2,67 €		De 1031 à 1170	2,67 €	
1171 et plus (Tarif plein)	2,80 €		1171 et plus (Tarif plein)	2,80 €	
Hors Vern	4,20 €		Hors Vern	4,20 €	

N° 2026-07-099 TARIFS SAISON 2026-2027 – PROGRAMMATION CULTURELLE ET MEDIATHEQUE

Finances locales / Divers

Rapporteur : Frédéric LÉGLISE

La programmation des spectacles et des animations à la médiathèque de Vern-sur-Seiche se décline sur une saison culturelle se déroulant de septembre à août.

Le tableau ci-après annexé présente la grille tarifaire proposée, pour une application à la rentrée scolaire 2026-2027, des tarifs des spectacles au Volume et des tarifs d'adhésion à la médiathèque.

Ceci exposé ;
Vu la proposition de grille tarifaire ci-après annexée ;
Considérant l'avis favorable de la commission Ressources Générales, Finances et Ressources Humaines du 25 juin 2026 ;

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (29 voix pour) :

- **FIXE** les tarifs des spectacles de la programmation culturelle et d'adhésion à la médiathèque applicables du 1er septembre 2026 au 31 août 2027, conformément aux états ci-après annexés.

Ville de Vern-sur-Seiche

PROPOSITION DE TARIFS ET REDEVANCES 2026/2027

PROGRAMMATION CULTURELLE - SPECTACLES AU VOLUME				
Plein tarif adultes	**12,00 €**	*01/09/2025/ 31/08/2026*	**12,00 €**	*01/09/2026/ 31/08/2027*
Tarif réduit adultes (Groupe de 7 personnes minimum, étudiants, demandeurs d'emploi, intermittents, enfants 13/17 ans, parrainés)	**8,50 €**	*01/09/2025/ 31/08/2026*	**8,50 €**	*01/09/2026/ 31/08/2027*
Tarif réduit applicable aux titulaires de la carte Sortir et bénéficiaires du RSA	**5,00 €**	*01/09/2025/ 31/08/2026*	**5,00 €**	*01/09/2026/ 31/08/2027*
Tarif jeune public (De 0 à 12 ans)	**3,50 €**	*01/09/2025/ 31/08/2026*	**3,50 €**	*01/09/2026/ 31/08/2027*
Tarif groupe enfants y compris scolaires (à partir de 7 personnes, tarif/enfant)	**2,50 €**	*01/09/2025/ 31/08/2026*	**2,50 €**	*01/09/2026/ 31/08/2027*
Abonnements (A partir de 3 spectacles)	**8,50 €**	*01/09/2025/ 31/08/2026*	**8,50 €**	*01/09/2026/ 31/08/2027*

MEDIATHEQUE				
Abonnements non vernois individuel	**16,00**	*01/09/2025/ 31/08/2026*	**16,00**	*01/09/2026/ 31/08/2027*
Vernois	**Gratuit**	*01/09/2025/ 31/08/2026*	**Gratuit**	*01/09/2026/ 31/08/2027*
Non-vernois ayant - de 18 ans ou étant étudiants, lycéens, collégiens, personnel communal	**Gratuit**	*01/09/2025/ 31/08/2026*	**Gratuit**	*01/09/2026/ 31/08/2027*

N° 2026-07-100 AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – ALLEE DU COMMANDANT CHARCOT – USAGE DE POTS FLEURIS HORS SOL

Domaine et patrimoine / Autres actes de gestion du domaine public

Rapporteur : Cindie COMMEUREUC

L'avis du Conseil municipal est sollicité sur l'installation de pots de fleurs sur une place située allée du Commandant Charcot destinés à empêcher les dégradations sur des murets de clôture appartenant aux riverains et à faciliter la circulation des piétons depuis le chemin.

Les pots de fleurs sont préalablement végétalisés et seront installés par les services municipaux.

Une convention (annexée à la délibération) sera signée avec les riverains des n° 1 - 2 - 3 - 5 - 7 - 9 allée du Commandant Charcot afin qu'ils prennent en charge l'entretien des plantes et qu'ils veillent au maintien en bon état des équipements mis à disposition.

La convention proposée serait d'une durée d'un an avec une reconduction tacite et l'obligation pour les riverains de remplacer les végétaux vieillissants à leurs frais exclusifs. En cas de dégradation, la Commune ne serait pas dans l'obligation de remplacer le ou les pots mis à disposition et, en cas de danger, la commune s'autorise le retrait immédiat.

Ceci exposé ;
Vu l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de convention annexé à la délibération ;
Considérant l'avis favorable de la commission Aménagement, Urbanisme, Travaux, Voirie du 23 juin 2026 ;

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée (29 voix pour) :

- **VALIDE** l'installation de pots fleuris hors sol à charge de la Commune allée du Commandant Charcot selon les modalités énoncées ci-dessus ;
- **APPROUVE** le projet de convention annexé à la délibération ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention annexée à la délibération et tout autre document s'y rapportant.

AJOUT DISCUSSION SUR UN VŒU A FORMULER AUPRES DU GOUVERNEMENT SUR LA CANICULE

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et délibéré, à l'unanimité des votants par vote à main levée :
- 1 absent excusé qui ne prend pas part au vote : Thierry MARTINEAU
- 28 voix POUR

- **VALIDE** l'inscription d'un vœu au Gouvernement sur la canicule à l'ordre du jour du Conseil municipal du 21 septembre 2026. Ce texte sera préalablement travaillé en commission mixte, notamment afin d'y spécifier les enjeux d'intérêt local.

Monsieur le Maire : Aujourd'hui, je voulais répondre à votre mail Madame ARENA. Depuis plusieurs jours, certains s'interrogent sur la gestion par la municipalité de l'épisode caniculaire que nous avons traversé. Je souhaite aujourd'hui répondre avec clarté, sérénité et responsabilité.
J'observe que, comme souvent, certains choisissent de transformer un événement exceptionnel en polémique politique. Les mêmes qui aujourd'hui questionnent l'action municipale sont souvent ceux qui contestent systématiquement les décisions prises par la collectivité. Le débat démocratique est légitime et

nécessaire. Encore faut-il qu'il repose sur des faits, sur l'honnêteté intellectuelle et sur une volonté sincère d'améliorer les choses plutôt que de rechercher la controverse.
Depuis plusieurs années, certains multiplient les injonctions, les critiques et les manifestations contre telle ou telle entreprise, contre les industries, contre les modes de transport ou contre les choix énergétiques. Ils proposent toujours davantage de dépenses publiques, davantage d'interventions, davantage de contraintes. Mais lorsqu'il s'agit d'expliquer concrètement comment financer ces mesures ou d'apporter des solutions réalistes et durables, les réponses sont souvent absentes.
Pour notre part, nous avons fait un autre choix : celui de l'action. Nous ne nous définissons pas par une étiquette politique. Nous nous définissons par le service rendu aux habitants vernois.
Face à cet épisode caniculaire, les élus et les agents municipaux ont agi avec responsabilité. Ils ont agi aussi avec l'avis de la Préfecture pour s'assurer de la continuité pédagogique. Dès l'annonce des fortes chaleurs, l'ensemble des protocoles et consignes a été diffusé aux services municipaux ainsi qu'aux directions d'école. Ces mesures avaient pour objectif de garantir la sécurité des enfants et des personnels dans le respect des recommandations de la Préfecture et des autorités compétentes.
Nous avons adapté le fonctionnement de nos services. La restauration municipale a confectionné des repas froids afin de préserver le confort des enfants. Les familles n'ont pas été pénalisées puisque les absences n'ont pas été facturées. Les directeurs d'école ont également invité les parents qui le pouvaient à récupérer leurs enfants dès la fin de matinée afin de limiter leur exposition aux fortes chaleurs. Des barnums avaient par ailleurs été livrés et mis à disposition pour créer des zones d'ombrage au niveau des fenêtres des classes ou sur les murs ; une des directrices d'établissement n'a toutefois pas jugé utile de les utiliser.
Il convient également de rappeler qu'environ un tiers seulement des effectifs habituels étaient présents dans les établissements durant cette période, de nombreux parents ayant fait le choix de garder leurs enfants à domicile.
Je souhaite également apporter une précision concernant les deux malaises signalés au cours de cet épisode de forte chaleur.
Le premier concernait un responsable d'animation qui, très investi dans ses missions auprès des enfants, n'a pas suffisamment veillé à sa propre hydratation au cours de la journée avant de reprendre normalement son poste dès le lendemain. Le second concernait un enfant présentant une pathologie particulière, nécessitant une attention spécifique et relevant d'une situation de vulnérabilité médicale.
Ces deux situations ont naturellement fait l'objet d'une prise en charge attentive et ont été suivies avec toute la vigilance requise. Elles ne traduisent toutefois pas une difficulté généralisée au sein de nos établissements ou de nos services.
Par ailleurs, la mobilisation de la commune ne s'est pas limitée aux écoles. Comme à chaque épisode de forte chaleur, nos services ont pris contact avec les personnes âgées isolées recensées sur la commune afin de s'assurer de leur situation et d'identifier leurs besoins éventuels. Des échanges réguliers ont également été conduits avec la résidence Helena ainsi qu'avec l'EHPAD afin de suivre l'évolution de la situation et de vérifier la bonne mise en œuvre des mesures de prévention nécessaires.
Cette vigilance à l'égard des publics les plus fragiles illustre la pleine mobilisation de la municipalité tout au long de cet épisode climatique exceptionnel.
Je m'étonne également que certains puissent aujourd'hui critiquer les investissements particulièrement importants engagés par la commune en faveur de la végétalisation des écoles. Cet engagement financier n'a rien d'anodin : il répond directement à la nécessité d'adapter nos établissements scolaires à des vagues de chaleur toujours plus fréquentes et intenses, ainsi qu'aux évolutions climatiques dans leur ensemble. Cette nécessité s'est d'ailleurs accentuée ces dernières années. Je vous rappelle que la situation financière de la commune était déjà dégradée dès notre arrivée et ne permettait pas d'engager un tel plan d'action.
Les aménagements réalisés ont pour objectif de créer davantage d'espaces ombragés, de réduire les îlots de chaleur, d'améliorer le confort thermique des élèves et des personnels et de rendre les cours d'école plus agréables tout au long de l'année. Ils s'inscrivent dans une stratégie de long terme, réfléchie et responsable. A l'école maternelle de la Chalotais, la deuxième phase de ce chantier de végétalisation débute d'ailleurs aujourd'hui. Quant à l'école Noël du Fail, les travaux sont d'ores et déjà achevés.
C'est cette double réalité – l'urgence croissante et les contraintes budgétaires d'hier – qui nous conduit aujourd'hui à engager ce travail complémentaire, parce que notre responsabilité est également de préparer l'avenir. L'adjointe en charge des affaires scolaires, accompagnée de sa commission, a d'ores et déjà engagé un travail de réflexion et d'évaluation sur les solutions complémentaires permettant d'améliorer encore le confort thermique dans nos établissements.

Des propositions seront présentées dans le cadre des prochains arbitrages budgétaires afin d'étudier l'installation de dispositifs de climatisation ou de rafraîchissement dans les espaces les plus exposés et les plus fréquentés, notamment les salles de motricité, les salles de restauration ainsi que les plus grands locaux accueillant les enfants.
Comme toujours, nous agirons avec sérieux et responsabilité. Nous prendrons en compte les contraintes techniques, énergétiques et financières qui s'imposent à notre collectivité. Nous avancerons en fonction des capacités budgétaires de la commune, mais avec la volonté de réaliser les meilleurs aménagements possibles pour le bien-être des enfants et du personnel.
Notre méthode est simple : anticiper, étudier, chiffrer et réaliser. Nous préférons préparer des projets solides et financés plutôt que multiplier les déclarations d'intention sans lendemain.
Il est donc particulièrement paradoxal de reprocher à la commune un prétendu manque d'anticipation tout en contestant des investissements précisément destinés à répondre à ces problématiques. Comme on dit, Paris ne s'est pas fait en un jour. Cette critique apparaît d'autant plus surprenante qu'aucune solution alternative crédible, techniquement réalisable et financièrement soutenable n'est proposée.
Dans un esprit d'ouverture et de dialogue, j'ai d'ailleurs proposé une concertation associant la municipalité, les représentants des parents d'élèves et la direction de l'établissement concerné afin d'évaluer collectivement la situation et les améliorations possibles.
Je constate également qu'au plus fort de cet épisode caniculaire, personne n'a officiellement demandé la fermeture de l'établissement concerné. Aucun droit de retrait n'a été exercé par les enseignants. Ces éléments méritent d'être rappelés afin que chacun puisse apprécier les faits avec objectivité.
La réalité est simple : lorsque surviennent des situations exceptionnelles, notre responsabilité n'est pas de commenter ou d'alimenter les polémiques. Notre responsabilité est d'agir, de protéger, d'accompagner et de prendre les décisions adaptées dans l'intérêt général.
C'est ce que nous avons fait. C'est ce que nous continuerons à faire.
Notre priorité demeure la sécurité des enfants, l'accompagnement des personnes les plus fragiles, le respect des agents et du personnel éducatif, ainsi qu'une gestion rigoureuse et responsable de l'argent public.
Nous continuerons à travailler avec pragmatisme, détermination et sang-froid, loin des postures partisanes et au seul service des habitants de Vern-sur-Seiche.
Je tiens aussi à féliciter nos agents municipaux pour tout le travail bienveillant qu'ils ont produit auprès de notre public plus fragile.
Je vous remercie.

Sonia ARENA : Je vais apporter un élément de réponse et vous lire à tous le mail que j'ai transmis aux adjoints que cela concernait, et au Maire pour aussi comprendre la nature de mon mail. Juste pour quand même répondre, nous agissons nous aussi avec sérieux et responsabilité, et sur ce mail il n'y avait pas de postures partisanes. Contrairement à vos propos, il n'y avait pas de controverse dans mon mail mais uniquement la volonté de travailler ensemble et de trouver des solutions ensemble. D'ailleurs, nous nous félicitons du diagnostic que Madame PETIT propose dans les écoles pour la rentrée.
Alors la nature de mon mail, je vais vous la lire :
« Monsieur le Maire,
Au cours de la semaine écoulée, plusieurs habitants nous ont fait part de leurs interrogations et de leurs inquiétudes concernant les différents événements survenus dans la commune.
D'une part, des températures particulièrement élevées ont entraîné des malaises au sein des écoles, touchant du personnel scolaire et périscolaire, ainsi qu'un enfant. Ces situations ont naturellement suscité des questions sur les mesures mises en place pour protéger les élèves et les agents dans ces périodes de forte chaleur.
D'autre part, nous avons été alertés par plusieurs interventions concernant des arbres sur la commune. L'abattage d'un arbre en centre-ville derrière la fleuriste, l'élagage de vieux chênes dans le bas du lotissement de Gaudon, des projets d'abattage annoncés, notamment le pin parasol du rond-point de la Chalotais, dont le remplacement serait envisagé par une essence plus adaptée, les deux grands peupliers et le petit bosquet de la cour de l'école maternelle de la Chalotais seraient aussi coupés, les arbres concernés par le projet immobilier du boulevard la Libération, dont certains seraient qualifiés de « vieux » et donc seraient coupés. En l'absence de commission Environnement depuis mars 2026, ces sujets nombreux et sensibles appellent des éclaircissements. Ils suscitent des interrogations légitimes parmi nos concitoyens qui

souhaitent comprendre les diagnostics réalisés, les alternatives étudiées et les perspectives de replantation et de compensation.
Dans cet esprit constructif, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous apporter des éléments d'information sur l'ensemble de ces points. Nous restons également disponibles pour un entretien en votre présence et celle de vos adjoints, afin d'échanger sereinement sur ces sujets et de mieux comprendre et de mieux répondre aux attentes des habitants. Nous vous remercions par avance pour votre retour ».
Je vous passe les formules de politesse. Je ne vois pas où est la controverse dans notre mail.

Monsieur le Maire : Il s'agit du courrier de Madame CAIGNEC qui fait partie de votre équipe municipale.

Sonia ARENA : Madame CAIGNEC, Présidente de la FCPE [Fédération des Conseils de Parents d'Elèves].

Monsieur le Maire : Donc si vous voulez dans ma réponse que je vous ai faite aujourd'hui, … Non, non, là vous mélangez les genres. Madame CAIGNEC est effectivement présidente de la FCPE mais hier elle était aussi dans votre équipe. Madame CAIGNEC a su écrire en nous alertant. Sauf que j'ai demandé à Madame CAIGNEC qu'elle nous propose quelque chose. Je n'ai toujours pas de proposition si c'était de fermer l'école et de ne pas aider les parents qui avaient des obligations professionnelles. Je pense que j'ai été largement soutenu par le préfet qui nous a écrit pour dire que c'était très bien d'avoir une continuité pédagogique. C'est ce qu'il a dit à tous les Maires qui ont laissé [les établissements] ouverts. Après, quand il y a eu des réflexions communes, par exemple à Corps-Nuds, ils ont fermé les écoles parce que les bâtiments ne pouvaient pas respecter les règles. Dans la salle tout nouvellement rénovée [la salle de motricité de la Chalotais], il faisait 27° C. Cela a été relevé par un membre du personnel qui est aussi membre du Comité Social Territorial [CST]. Donc si vous voulez, on ne peut que le croire qu'il faisait bien 27° C au plus haut. Il a été affirmé que, dans cette salle-là, il faisait 30° C. Donc moi je veux bien, mais si vous voulez, si on doute de la qualité du personnel de la commune, si on doute des écrits du personnel de la commune, mais où va-t-on ? Et ça, c'est les écrits de Madame CAIGNEC et de la directrice, bien sûr, de la maternelle La Chalotais.

Nicolas PERRIN : Mais quelle est notre responsabilité là-dedans ? Enfin, pardon, mais là, vous faites un amalgame.

Monsieur le Maire : Je réponds à tout le monde.

Nicolas PERRIN : Vous répondez à une association. Là, vous venez de nous répondre à nous, répondez à la FCPE.

Monsieur le Maire : J'ai répondu.

Nicolas PERRIN : Nous, le courrier que Sonia ARENA vous a adressé, Monsieur le Maire, il est courtois, il est constructif, il demande une rencontre, ça fait combien de temps ? Plus de 10 jours je pense qu'il a été envoyé. Il n'y a pas de réponse. Ça, ce n'est pas courtois, par exemple, de ne pas donner une réponse à une demande de rencontre courtoise et constructive.

Monsieur le Maire : La réponse a été faite.

Nicolas PERRIN : Je suis désolé mais ça, ce n'est pas sérieux et ça pour le coup, c'est méprisant et voilà, je pense qu'il faut en tenir les conséquences. Pardon de remettre ça sur le sujet mais quand je vous demande à consulter l'enregistrement et que vous me dites, ça n'a pas été demandé, c'est diffamatoire. C'est faux. Moi, j'ai écrit deux fois au DGS [Directeur Général des Services] qui me dit deux fois, les élus ne souhaitent pas que vous consultiez les enregistrements. Il n'a pas pris cette décision tout seul. Les élus, j'imagine bien qu'il s'est concerté avec vous. Donc, enfin, pardon, mais les procédés, ils sont un peu malhonnêtes. Là, à un moment donné, il y a eu un mail, il est très clair. Vous ne nous répondez pas et vous nous répondez de façon offensée et soi-disant victime là ce soir alors que c'était juste une demande constructive.

Valérie DAVOUST : À des propos que nous n'avons pas tenus, d'accord. Madame CAIGNEC vous écrit en tant que présidente de la FCPE, pas en tant que membre de la liste, comme ancienne membre de la liste.

Monsieur le Maire : Voilà, cela mélange un peu les genres, mais ce n'est pas grave.

Valérie DAVOUST : Pardon ?

Monsieur le Maire : Cela mélange un peu les genres.

Valérie DAVOUST : Cela mélange les genres ? Non, pas du tout.

Monsieur le Maire : Bien sûr, entre une personne qui est membre de votre équipe, plus de la FCPE.

Valérie DAVOUST : Non, non.

Monsieur le Maire : Comme par hasard, Madame DAVOUST, vous n'êtes pas sans ignorer qu'il y a quatre cours d'école et qu'il n'y a qu'une seule école qui se plaint. C'est bizarre quand même, les autres écoles ne se sont pas plaintes, c'est quand même bizarre. Mais bon, on va dire que c'est peut-être moi qui aie mal écrit aussi.

Valérie DAVOUST : Excusez-moi mais j'ai été présidente de la FCPE pendant un certain nombre d'années. J'avais des convictions personnelles mais, en tant que présidente d'une association, on représente l'intégralité des parents, l'intégralité des membres de l'association. Quand quelqu'un vous écrit en tant que présidente de la FCPE, elle ne vous écrit pas en tant que Marine CAIGNEC, ex-membre de la liste « Vern demain ». Là, il y a une confusion des genres.

Monsieur le Maire : Pour respecter votre demande, je vais vous répondre sur l'interpellation concernant les différents travaux d'élagage et d'abattage réalisés ou envisagés sur la commune. Je comprends tout à fait vos interrogations qu'ils peuvent susciter et je souhaite apporter plusieurs éléments d'explication.
Tout d'abord, je tiens à rappeler que la municipalité inscrit pleinement son action dans une politique de transition écologique ambitieuse. Notre objectif est notamment de développer la présence du végétal sur l'ensemble du territoire communal, avec une démarche forte : permettre à chaque Vernoise et à chaque Vernois qui le souhaite de s'enraciner davantage dans sa commune grâce à la plantation d'arbres et au développement d'îlots de fraîcheur au service du bien commun.
Si la commission Transition écologique ne s'est pas réunie, c'est en raison de l'absence du responsable du service des espaces verts, chargé de préparer les notes de synthèse. Une commission sera programmée prochainement. Vous pourrez y parler de votre vœu. Dans ce contexte, l'abattage d'un arbre n'est jamais une satisfaction, ni un choix de confort. C'est toujours une décision prise avec sérieux, lorsqu'elle devient une nécessité pour garantir la sécurité des habitants, préserver les espaces publics ou répondre à des enjeux sanitaires.
Pendant longtemps, les arbres ont parfois été choisis principalement pour leur esthétique ou leur développement rapide. Aujourd'hui, les critères ont évolué. Nous devons tenir compte de la nature du système racinaire, de l'adaptation de l'essence au milieu urbain, de son impact sur les infrastructures publiques, mais aussi des risques sanitaires qu'elle peut présenter.
S'agissant de l'arbre situé à proximité de l'école Noël du Fail, voici ce qu'il en est. C'était un peuplier hybride, une essence créée à l'origine pour la production de papier et dont la durée de vie est par nature relativement limitée. Cet arbre était arrivé en fin de vie, avec un dépérissement naturel lié à son âge.
Sa situation, au sein d'un parc très fréquenté et tout près de l'école, rendait la question de la sécurité prioritaire. Depuis plusieurs années, de grosses branches charpentières se détachaient régulièrement sous l'effet du vent ou des fortes chaleurs, certaines pesant plusieurs centaines de kilos. L'une d'elles avait d'ailleurs déjà écrasé une poubelle située à proximité d'un banc et d'une zone de passage des enfants.
Dans un premier temps, la possibilité d'un simple élagage a été étudiée. Plusieurs entreprises spécialisées, consultées à cet effet, ont abouti à la même conclusion : l'abattage était la seule solution adaptée, car, compte tenu de l'état de l'arbre et de l'importance de ses charpentières, un élagage n'aurait pas supprimé le risque de rupture et aurait même accéléré son dépérissement.
Par ailleurs, cet arbre était fortement infesté par le gui, une plante parasite qui prélève la sève et affaiblit progressivement son hôte ; au vu de l'ampleur de l'infestation, aucun traitement n'était envisageable.
Enfin, je précise que les taches noires visibles sur le bois correspondent à un phénomène naturel d'oxydation après la coupe, et non au signe d'une quelconque maladie.

Maintenant, concernant certains thuyas implantés en centre-ville, certains sapins, qui constituent des refuges pour les chenilles processionnaires, leurs poils urticants présentent des risques reconnus pour la santé humaine et animale, comme le rappellent les autorités compétentes telles que l'ARS [Agence Régionale de Santé], l'ONF [Office National des Forêts] ou la FGDON [Fédération des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles]. Depuis le décret n° 2022-686 du 25 avril 2022, les chenilles processionnaires sont d'ailleurs officiellement considérées comme des nuisibles.
Concernant le peuplier situé au Pré Auvé, l'entretien relève en principe de Rennes Métropole. Mais son inaction a généré une situation qui provoquait des dégradations sur certains véhicules, générait des plaintes récurrentes et avait conduit à la suppression de places de stationnement. La suppression de cet arbre a été décidée en raison de racines qui avaient fortement déformé le revêtement du parking.
Le pin parasol au rond-point de la Chalotais fait également partie des discussions. Je vous invite éventuellement à venir le voir sur place ensemble. Ses racines soulèvent le bitume. Nous avons déjà une plainte d'un utilisateur qui a son bas de caisse abîmé, ce sera peut-être à la Mairie de payer les réparations. Les techniciens qui se sont déplacés de Rennes Métropole indiquent que, si on coupe une racine, on enlève la structure de l'arbre. A la moindre tempête, si nous avons enlevé une racine qui est bien ancrée dans le sol, si l'arbre tombe, qui est responsable de cet accident ? Donc, cela nécessite de le retirer, à la fois pour une raison sanitaire et pour la sécurité, mais aussi afin de permettre à Rennes Métropole de procéder à la réfection de la chaussée. Enlever uniquement la racine fragiliserait l'arbre et augmenterait le risque de chute.
De la même manière, plusieurs interventions ont été nécessaires sur les arbres du square René Cassin, dont les racines soulevaient les trottoirs et compliquaient la circulation des personnes à mobilité réduite.
Vous évoquez également les chênes du bas de Gaudon. Ceux-ci n'ont pas été abattus mais élagués afin de supprimer des branches présentant un risque de chute pour les passants. Cette intervention s'inscrit dans le plan de sécurisation mis en place par la commune ; elle est réalisée par une entreprise spécialisée qui intervient selon SON propre calendrier en ne prenant malheureusement pas toujours en compte la période de nidification, du 15 mars au 15 août selon ce que dit la Préfecture.
La sécurité des habitants demeure une priorité constante. Les épisodes météorologiques récents nous rappellent d'ailleurs la nécessité d'agir avec anticipation. Une branche particulièrement imposante est récemment tombée place de la Poste et une autre a bloqué la rue du Boël lors de l'orage du 25 juin dernier. Nous avons vu les photos. Plusieurs élus étaient alors mobilisés sur le terrain pour organiser la mise en sécurité des lieux.
S'agissant des trois ou quatre tilleuls en souffrance de l'école maternelle de la Chalotais, chacun sait que ces arbres, au-delà d'un certain âge, nécessitent une vigilance particulière. Les résultats des expertises ont permis de décider l'abattage de ces arbres car la réfection du bitume est onéreuse. Nous allons y procéder prochainement. Et il ne s'agit pas de mettre un sparadrap dessus. Pour votre parfaite information : chaque arbre coupé est remplacé par deux arbres plantés. Sachez que les services techniques ont planté 200 arbres dans la commune l'année dernière.
Enfin, concernant le projet immobilier du boulevard de la Libération, je souhaite rectifier certaines affirmations. Il ne s'agit pas de considérer des arbres comme « trop vieux ». Au contraire, plusieurs arbres remarquables et majestueux seront conservés. Certains sont d'ailleurs identifiés et protégés dans le PLUi [Plan Local d'Urbanisme intercommunal], ce qui impose au promoteur leur maintien et leur préservation.
Après un recensement complet avec les services concernés, nous, élus de la majorité, prenons pleinement en compte l'histoire de notre patrimoine arboré. Nous veillons, également, au respect de la période de nidification qui, selon les recommandations de la Chambre d'agriculture de Bretagne pour 2026, s'étend du 16 mars au 15 août, ce que je vous disais tout à l'heure. Pour autant, nous privilégions l'urgence d'une expertise après tempête, après plusieurs plaintes ou en cas de risque d'accident. Dans ces situations, nous faisons surtout confiance aux professionnels, qui sont là pour guider nos choix. N'étant pas des sachants, nous les élus, nous laissons effectivement le choix technique aux professionnels.
Notre responsabilité d'élus est de trouver le juste équilibre entre la protection des arbres, à laquelle nous sommes profondément attachés, et la sécurité des habitants, qui demeure une exigence. C'est dans cet esprit que nous continuerons à agir, en associant autant que possible, information, transparence et renouvellement du patrimoine végétal communal.

Stéphane CHABOT : Je vais donner, en plus, des éléments concrets sur les textes. C'est le code de la santé publique qui était entré en vigueur le 29 avril 2017 et le décret c'est le numéro 2017-645 du 26 avril 2017, article 1. Je préciserai aussi qu'il y a un arrêté préfectoral visant à limiter l'exposition des populations aux

soies urticantes des chenilles processionnaires du pin et du chêne. Donc c'est le préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine, qui a rédigé ce document. Je vais trouver la signature parce que certains ont avancé qu'il n'existait pas cet arrêté... Le 3 juillet 2024 par Pierre LARREY, le secrétaire général. Je précise que, cette année, l'ARS a envoyé un dossier complet aux médias sur le sujet concernant les chenilles processionnaires du chêne : « Appel à la vigilance face à de nombreux foyers signalés en Bretagne ». C'était le 8 juin 2026. Donc, il y a bien des mesures sanitaires qui ont été communiquées à l'administration et si vous voulez prendre les documents, je les ai ici présents et je pourrai vous les présenter.

Nicolas PERRIN : Je me réjouis de tous ces éléments. Il y avait des éléments pour réunir une commission Environnement, bon.

Monsieur le Maire : Monsieur PERRIN, pour rappel sur cette commission Transition écologique, et ce n'est pas une blague pour moi, quand l'agent responsable du service est absent, on ne peut pas réunir cette commission.

Nicolas PERRIN : J'entends et je regrette l'absence des agents. Enfin, c'est quand même inquiétant que tout repose sur une personne. Pour une commission aussi importante, on pourrait peut-être avoir un autre agent aussi pour s'en occuper. Mais bon, ce n'était pas vraiment l'objet de mon propos mais plutôt de vous remercier pour ces informations qui sont importantes. 200 arbres replantés. On est bien d'accord, ce sont des arbres en ville, pas seulement dans l'arboretum. C'est aussi le sujet des îlots de chaleur et de garder des parts de végétalisation en ville. Juste, sur le contrat du prestataire qui du coup ne respecte pas les périodes de coupe, est-ce que ce contrat va être annulé ou dénoncé ? Pour justement prendre un prestataire qui respecterait cela.

Cindie COMMEUREUC : J'ai contacté la société qui intervient et je leur ai demandé effectivement de tenir compte de ces périodes de nidification à partir de maintenant puisque je n'avais pas connaissance de leur intervention à ce moment.

Monsieur le Maire : Alors, attention, cette entreprise est intervenue par rapport à l'urgence des branches qui sont tombées le jeudi 25 juin, aussi bien à Noël du Fail, rue du Boël et face à la Poste. Donc quand l'entreprise arrive effectivement avec des outils un peu impressionnants, tout le monde pense qu'on va abattre des arbres. On n'abat pas des arbres, on répond à une urgence. Et, en aucun cas, on n'abattra des arbres. S'il y a une campagne à faire, c'est une campagne d'élagage et pas plus que ça.

Stéphane SIMON : Je pense que, pour enlever toute polémique, ce serait peut-être bien de faire un petit affichage avant qu'ils interviennent, parce que, moi, pour les chênes, je vais le découvrir le matin quoi. Je suis allé les voir les gars, je ne leur ai rien dit d'ailleurs, je leur ai dit bonjour mais je ne savais pas. Alors qu'un affichage : « A partir de telle date, on va élaguer les arbres » et puis voilà.

Monsieur le Maire : Alors si on regarde, Monsieur Simon, si on avertit à l'avance, on risque d'avoir des gens un peu comme ça qui s'accrochent aux arbres comme en 2017. Donc si vous voulez, vous l'avez vécue cette situation. Effectivement, si on commence à annoncer les choses... Voilà, moi je n'ai pas critiqué ce qui s'est passé en 2017. Et pourtant j'habitais bien à Vern. Effectivement, on a toujours des gens qui sont convaincus d'avoir le savoir. Mais peut-être que là c'était nécessaire et je ne reviendrai pas sur ce qui s'est passé en 2017.

Stéphane SIMON : Je suis content que vous ne vous occupiez pas de ce qui s'est passé en 2017, ce n'est pas ce que vous avez fait tout à l'heure.

Monsieur le Maire : Je peux m'en occuper si vous voulez parce que [dans l'article Ouest-France de 2017] on parle également de la mare [du secteur rue du Boël / avenue de la Chalotais] qui a été déplacée.

Stéphane SIMON : Pour la même information, l'arbre que vous avez abattu à Noël du Fail, le fameux peuplier qui est pourri d'ailleurs, on a essayé de l'abattre. J'ai essayé de l'abattre juste la dernière année de mandat et je n'ai pas réussi parce que j'avais mis un affichage et il y a un habitant qui n'a pas voulu. Et j'avais aussi l'information qu'il était vieux, qu'il avait plus de 25 ans.

Monsieur le Maire : Cela répond justement à ce que vous avez affirmé tout à l'heure, si on dépose quelque chose avant, on risque d'avoir des habitants qui sont convaincus que les arbres sont bons, alors que des professionnels sont passés pour analyser l'arbre qui nécessitait, soit de faire un gros élagage, soit de faire une suppression. Donc on sait très bien que le positionnement d'élus de n'importe quelle équipe n'est pas forcément facile. On prend une décision et on doit faire confiance aux professionnels.

Information apportée en séance : Pour revenir sur la question du dernier procès-verbal du Conseil municipal, comme il a été répondu à Monsieur PERRIN par mail, il y avait plusieurs demandes dans son message. Une partie de la séance de Conseil municipal du 5 juin 2026 a été retranscrite en intégralité : le point sur la sectorisation scolaire. Pour les deux autres demandes, comme vous le savez, le règlement intérieur est ainsi rédigé, la règle est appliquée : l'avis des élus a été sollicité pour le consentement car il y a des règles sur le RGPD [Règlement Général sur la Protection des Données] à respecter. Comme l'a indiqué Monsieur le Maire, il s'agit d'un sujet de commission. Il y a un cadre, il n'y a pas d'obligation. L'enregistrement est effectué pour établir un procès-verbal, ce n'était pas un support destiné à être diffusé ou mis en ligne. De plus, sauf erreur, l'échange avec Monsieur LE MELLOT, Monsieur BERTRAND et Monsieur CHABOT a eu lieu en dehors du Conseil, le Conseil municipal était clos ou rendu aux questions diverses. Il s'agissait d'une séance un peu particulière. Le texte n'obligeait pas à accéder aux demandes de Monsieur PERRIN, il fallait solliciter l'accord des élus, l'accord n'a pas été obtenu. Si vous souhaitez modifier les règles, vous pouvez le proposer au niveau de la commission, puis le Conseil municipal décidera et les services appliqueront.

****

En accord avec les membres présents du Conseil municipal, le secrétaire de séance, Monsieur Jean-Pierre DEWITTE, précise que le procès-verbal détaillera le point suivant :

Intervention de Monsieur le Maire sur l'épisode caniculaire
en réponse à un mail reçu du groupe minoritaire « Vern Demain »

****

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23h00.

Feuillet clôturant la séance du Conseil municipal du 6 juillet 2026

Délibérations

2026-07-082	Désignation de représentants – Commission d'Appel d'Offres
2026-07-083	Fonctionnement des assemblées – Commissions municipales – Modification
2026-07-084	Désignation de représentants – Point Accueil Emploi – Conseil d'administration – Abroge et remplace la délibération n° 2026-04-047 du 7 avril 2026
2026-07-085	Personnel communal – Modification du tableau des effectifs et des emplois
2026-07-086	Donations et legs – Don d'une œuvre d'art – « Bulles d'air »
2026-07-087	Fonctionnement des assemblées – Délégations d'attributions du Conseil municipal au Maire – Abroge et remplace la délibération n° 2026-04-035 du 7 avril 2026
2026-07-088	Sécurité – Désignation de représentants – Comité d'éthique du système de vidéoprotection
2026-07-089	Modification des modalités de réservation et des tarifs des salles municipales – Mise à jour du Règlement Intérieur
2026-07-090	Délégation de service public – Réseau de communications électroniques de Rennes Métropole – Changement de délégataire
2026-07-091	Aménagement du territoire – Cession maison 1B chemin Roblot – Abroge et remplace la délibération n° 2025-05-063 du 19 mai 2025
2026-07-092	Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) – Accompagnement par l'Etablissement Public Foncier de Bretagne (EPFB) – Compte-rendu d'activité 2025
2026-07-093	Programme Local de l'Habitat – Convention d'application des objectifs PLH – Projets Place des Droits de l'Homme et rue Boël
2026-07-094	Délégation de signature à un membre du Conseil municipal pour prendre une décision sur une demande d'autorisation d'urbanisme – PC 035352 26 00022
2026-07-095	Budget principal 2026 – Décision modificative n° 1 – Amortissement des immobilisations
2026-07-096	Autorisation d'engagement de dépenses – Article 6232 « Fêtes et cérémonies »
2026-07-097	Syndicat Intercommunal de la piscine de la Conterie – Participation communale 2026
2026-07-098	Tarifs 2026-2027 – Services périscolaires
2026-07-099	Tarifs saison 2026-2027 – Programmation culturelle et médiathèque
2026-07-100	Aménagement du territoire – Allée du Commandant Charcot – Usage de pots fleuris hors sol

Membres présents

Stéphane LABBÉ	Philippe LEMOINE	Magali TOURTELIER
Stéphane CHABOT	Françoise HUCHE	Magali MONCHAUSSE
Sevgi KARAMAN	Loïc FÉVRIER	Romain AUBAUD
Jean-Pierre DEWITTE	Marie-Paule MENARD	Evann BEURION
Amélie PETIT	Jocelyne RENOU	Stéphane SIMON
Frédéric LÉGLISE	Denis LE MELLOT	Nicolas PERRIN
Cindie COMMEUREUC	Corinne GUILLOTIN	Sonia ARENA
Jean-Marc BERTRAND	Sébastien GIRARD	Valérie DAVOUST
Sylvie RIALLAND	Salima BOUZAHAR	
André LAITU	Suzanne PARQUIER	

Stéphane LABBÉ, Maire	***Jean-Pierre DEWITTE, Secrétaire de séance***